

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA

QUESTION DE L'APPRENTISSAGE

DANS LA COUTURE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 16 Février 1912, à 1 h. et demie

PAR

J. LEVAVASSEUR

JURY

Président : M. CAPITANT.

Suffragants : { MM. LE POITTEVIN, professeur,
CARPENTIER, chargé de cours

PARIS

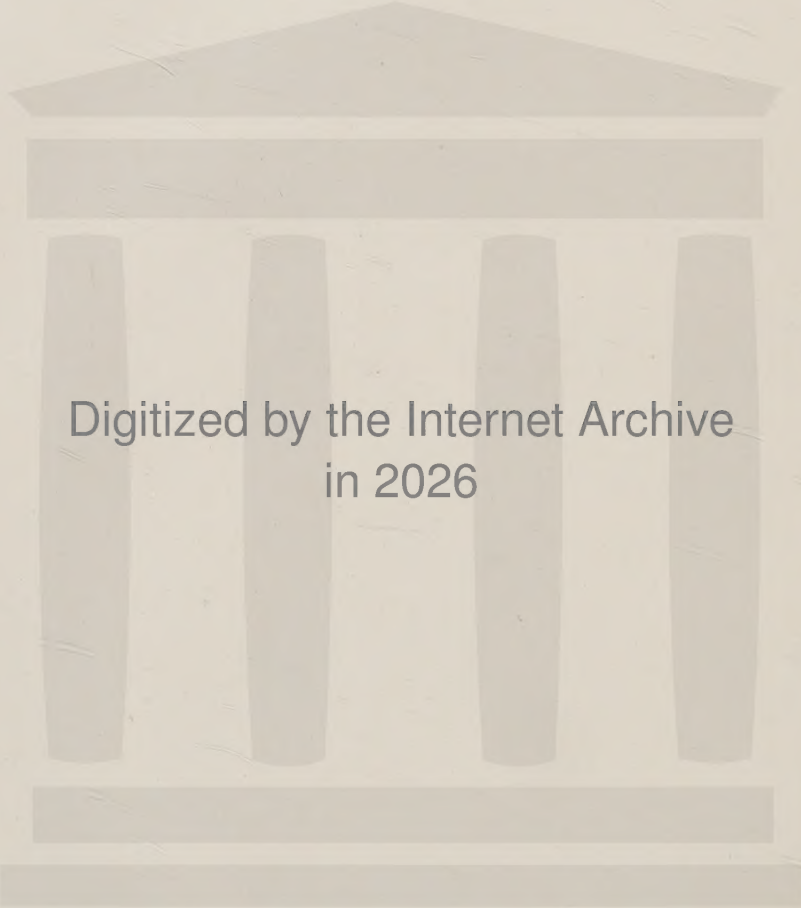
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

LA

QUESTION DE L'APPRENTISSAGE

DANS LA COUTURE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 16 Février 1912, à 1 h. et demie

PAR

J. LEVAVASSEUR

JURY

Président : M. CAPITANT.

*Suffragants : { MM. LE POITTEVIN, professeur,
CARPENTIER, chargé de cours*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1912



AVANT-PROPOS

Lorsque nous avons formé le projet d'étudier la question de l'apprentissage en ce qui concerne uniquement l'Industrie de la Couture, nous ne nous sommes pas dissimulé la difficulté où nous nous trouverions à la fois d'éviter des redites sur ce sujet qui, au point de vue général, a fait l'objet de tant d'études approfondies, et de trouver suffisamment de particularités intéressantes dans cette seule profession pour avoir la matière d'une thèse.

Mais nous avons eu le regret de constater, au cours de notre travail, que la tâche se faisait d'autant plus ingrate qu'il était impossible de réunir des documents suffisamment précis pour baser notre étude, et nous avons été trop souvent obligé, faute de références, de rester dans les généralités, alors que nous aurions voulu, à l'appui d'une opinion plus précise, citer des travaux plus autorisés.

Nous devons toutefois remercier sincèrement de leur bienveillant accueil, des conseils et des renseignements qu'elles nous ont donnés, les personnalités du monde

de la Couture auxquelles nous nous sommes adressé, en particulier M. HENRY, membre de la Chambre de Commerce de Paris, rapporteur de l'Industrie du Vêtement au Congrès national de l'Apprentissage de Roubaix en 1911, à qui nous avons fait de nombreux emprunts.

Il n'a pas dépendu de nous que ce travail fût plus complet ; notre seule ambition serait qu'on voulût bien lui reconnaître le mérite d'être un travail consciencieux.

Décembre 1914.

INTRODUCTION

Parmi les productions artistiques qui ont valu à Paris sa suprématie incontestée dans le domaine du luxe et de l'élégance, toutes celles qui ont trait à la parure et à l'habillement de la femme occupent certainement l'un des premiers rangs. Paris crée la mode ; il la consacre et l'impose au monde entier. Et, par le goût universellement réputé de leurs créations, et l'importance des affaires auxquelles elles donnent lieu, des industries dont le nom et l'objet paraissent banals aux yeux du profane, telles que la Couture, la Dentelle, la Lingerie, etc., prennent un relief extraordinaire.

Mais, parmi ces industries, celle de la Couture mérite une mention particulière.

Cette industrie, encore que, sous sa forme actuelle, elle date seulement d'un demi-siècle, a su prendre une prépondérance remarquable et, malgré les efforts des autres nations, maintenir au premier rang le renom du goût français.

Le mérite en revient évidemment aux maisons si importantes de la rue de la Paix ou de la place Vendôme, dont les efforts s'appliquent à créer tous les jours plus

d'élégance et plus de distinction ; mais dans les succès que ces maisons remportent chaque jour, il serait injuste de ne pas tenir compte de la part qui revient à l'ouvrière Parisienne.

En effet, dans l'Industrie de la Couture, comme dans toutes les industries d'art, et comme pour tous les travaux qui demandent du goût, la bonne qualité de la main-d'œuvre est essentielle.

Quelle que soit la valeur d'un chef de maison, la capacité d'une première d'atelier, toutes leurs créations sont vouées à la banalité, à l'inélégance et à l'insuccès si ce chef de maison, si cette première d'atelier n'ont pas un personnel ouvrier capable de comprendre leurs idées et de les mettre à exécution.

Le recrutement des bonnes ouvrières est, en conséquence, une des préoccupations les plus grandes des patrons et des premières, et cette préoccupation se traduit par un ensemble de faits des plus significatifs ; c'est ainsi que, dans les grandes maisons, chaque première s'attache toujours un noyau d'ouvrières d'élite, qu'elle garde jalousement, même au prix de sacrifices importants, et, si elle change de maison, elle emploie tous les moyens pour que ce noyau, qu'elle connaît et qu'elle apprécie, lui reste fidèle et la suive là où elle va.

Aussi, par suite de cette demande continuelle et de cette surenchère, les salaires des premières ouvrières se sont peu à peu élevés, et leur augmentation est pro-

portionnellement plus forte que celle qui s'est produite sur les ouvrières des autres catégories.

Et cependant, malgré ces avantages indiscutables offerts aux bonnes mains, de tous côtés on n'entend que répéter qu'on ne trouve plus d'ouvrières habiles, et que leurs exigences sont hors de proportion avec leurs capacités.

Il semble donc qu'on peut déduire de ces faits que le recrutement d'un personnel ouvrier capable devient difficile dans la Couture, et, sur cette constatation, tout le monde est d'accord.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne les causes auxquelles on peut attribuer ces difficultés.

Doit-on invoquer uniquement le mauvais esprit de la classe ouvrière et son manque de conscience ?

Ya-t-il simplement défaut d'éducation et de moralité ?

Ou bien, au contraire, doit-on s'en prendre à une décadence de la valeur professionnelle de l'ouvrière ?

Il nous paraît difficile de nous prononcer.

A l'appui de la première opinion, les grands couturiers établissent que leurs créations ont toujours le même succès, qu'il ne peut donc être question d'un manque d'habileté de la part des ouvrières ; mais les maisons de moindre importance objectent, non sans raison, que la question ne se pose pas de la même façon pour la petite couture.

Les grandes maisons accaparent en effet la meilleure main-d'œuvre, et les ouvrières capables ne rêvent pas

autre chose que de rentrer dans un de ces grands établissements, où elles trouvent un salaire plus élevé, des conditions de travail plus agréables et des mortel-saisons très courtes. Aussi, les maisons de second ordre se trouvent privées automatiquement de leurs meilleures mains, et elles ont beaucoup de mal à conserver, d'une façon stable, un personnel capable.

Il faut tenir compte aussi que beaucoup d'ouvrières viennent à abandonner leur métier de très bonne heure, soit qu'elles se marient, soit qu'elles s'établissent à leur compte, soit pour toute autre cause, et c'est une des raisons pour lesquelles il y a pénurie de bonnes mains; le nombre des ouvrières ayant de longues années de métier est relativement rare.

Aussi, l'attention du monde de la Couture s'est-elle trouvée attirée d'une façon particulière sur cette question du recrutement du personnel ouvrier et sur la recherche d'une amélioration à la situation actuelle, par une meilleure formation des jeunes ouvrières.

C'est ainsi que s'est posée la question de l'apprentissage dans la Couture.

Il peut paraître superflu d'insister sur les avantages qu'une industrie peut retirer de la réorganisation de l'apprentissage, et tout semble avoir été dit sur ce sujet.

Cependant, on nous permettra de rappeler qu'en ce qui concerne l'industrie de la Couture le problème est relativement complexe.

Au point de vue professionnel, il n'est pas douteux qu'une éducation meilleure des ouvrières ne donne de bons résultats, et qu'elle ne contribue à donner aux jeunes filles qui le recevront une supériorité indiscutable, à la condition toutefois que ces jeunes filles soient aptes à profiter de cette éducation.

En effet, dans la Couture, il est surtout important que l'ouvrière ait du goût, et, si elle n'en a pas naturellement, aucun apprentissage ne lui en donnera. Il faut donc faire la part, et une part très large, aux qualités innées chez l'ouvrière française, et en particulier la Parisienne, et qui lui valent sa renommée.

Le rôle de l'apprentissage sera surtout de développer ces qualités et de les ordonner. Sans elles, la seule assimilation par l'ouvrière de la technique du métier, pour importante qu'elle soit, ne donnerait aucun résultat.

Nous ne croyons pas que ces conditions soient réalisées actuellement dans un atelier ou dans une école, ni qu'on se soit préoccupé jusqu'ici, autrement que d'une façon platonique, de tirer parti d'une façon rationnelle des merveilleuses ressources qu'offre la population ouvrière parisienne.

Ce n'est pas seulement, d'ailleurs, au point de vue professionnel que l'on doit se placer pour envisager la question de l'apprentissage.

Il faut évidemment que la femme apprenne un métier pour gagner sa vie, pour pouvoir travailler dans un atelier ou chez elle, mais il ne faut pas négliger non

plus son éducation de future mère de famille, et cette importante partie du rôle social de la femme ne saurait être négligée dans une étude, même partielle, de l'apprentissage féminin.

Il n'est que trop certain qu'à l'heure actuelle, les jeunes ouvrières qui cependant, plus que les jeunes gens, ont besoin d'être guidées dans leurs débuts dans l'existence, se trouvent exposées, par les promiscuités inévitables de l'atelier et de la rue, à beaucoup de dangers, et qu'au point de vue social cet état de choses est éminemment regrettable et ne saurait laisser indifférents ceux qui portent un intérêt quelconque à l'amélioration du sort des travailleurs.

Aussi, la question de l'apprentissage féminin, déjà si intéressante au point de vue professionnel, prend, quand on la considère au point de vue social, une ampleur toute nouvelle, qui justifie les études dont elle est l'objet.

De quelque côté que l'on s'adresse, la manière dont se forment actuellement les ouvrières est critiquée pour des motifs divers.

S'agit-il de l'apprentissage à l'atelier ? Il ne donne satisfaction ni aux patrons, ni aux ouvrières. Celles-ci se plaignent que les apprenties soient plus souvent occupées à faire des courses qu'à apprendre leur métier et demandent que le temps réservé au travail soit plus important. Les patronnes se plaignent des exigences des apprenties et de leurs parents, qui tiennent à un

salaire, et elles s'en autorisent pour s'en servir sans trop se soucier de leur éducation professionnelle. Il s'ensuit que l'apprentissage est long et médiocre ; le goût du travail, la régularité, la vitesse font défaut, aussi bien que le fini et l'habileté.

D'un autre côté, l'enseignement technique actuel, en ce qui concerne l'Industrie de la Couture, donne peu ou point de résultats. Il forme des ouvrières plus capables de travailler pour elles-mêmes que de travailler pour l'industrie. Il coûte cher, et il ne s'applique qu'à une minorité privilégiée. Enfin, des lacunes inévitables, un défaut général d'adaptation aux besoins aussi bien à l'atelier qu'à l'école rendent absolument nécessaire la réorganisation complète de l'apprentissage sur des bases plus sérieuses ; c'est à la détermination des défauts du système actuel et à l'étude des remèdes qu'on a proposé d'y apporter que nous consacrons ce travail, non avec l'idée téméraire de résoudre la question, mais avec le désir de la préciser et de la poser sur son véritable terrain.

I

L'APPRENTISSAGE ACTUEL

A L'ATELIER

I

Ce que l'on entend actuellement par la Couture est une industrie tout à fait à part, spécialisée dans la création du vêtement féminin, et particulièrement de la robe, et qui, bien loin de comprendre tous les métiers de l'aiguille, tous les métiers où l'on coud, s'en distingue très nettement.

C'est une industrie très différente, par exemple, de l'industrie de la Dentelle, de la Broderie, de la Lingerie ou de la Fourrure, non seulement par son objet, mais encore par ses procédés et par le genre de main-d'œuvre qu'elle demande.

Il ne faut pas non plus la confondre avec l'industrie de la Confection pour Dames, qui n'a rien de commun avec elle, si ce n'est que toutes deux s'occupent de l'habillement de la femme, mais avec quelle différence dans le but poursuivi et le résultat obtenu !

L'industrie de la Couture s'occupe uniquement du vêtement fait sur mesure, et encore doit-on prendre ce dernier mot dans son sens le plus étroit.

Non seulement le couturier ne crée ou répète un modèle que sur les mesures de la personne bien déterminée qui l'a choisi et commandé, mais encore il s'applique à ce que ce costume soit élégant et seyant, en harmonie

avec le goût du jour et la physionomie générale de sa cliente.

Le confectionneur, au contraire, établit des séries indéfinies du même costume sur des tailles graduellement différentes et d'après des mesures moyennes, sans se préoccuper des différences inévitables que présentent, avec ces mesures types, les mesures de telle ou telle cliente déterminée.

Ce sont, comme on le voit, deux conceptions bien différentes, et cette différence a sa répercussion inévitable dans la fabrication et la main-d'œuvre, et des qualités tout opposées sont demandées aux ouvrières dans l'une et l'autre industrie.

D'une part, c'est un fait constant qu'une ouvrière qui n'a jamais travaillé que dans la confection est incapable de passer ensuite dans la Couture. Habitée qu'elle est à produire vite et beaucoup, à copier indéfiniment et servilement le modèle qu'elle a charge de reproduire, la confectionneuse ne peut retrouver, en rentrant dans l'atelier de couture le goût et l'initiative qui sont indispensables, et les premières n'en veulent pas.

Il est non moins certain, d'autre part, que la Confection est le refuge de beaucoup d'ouvrières qui ne réussissent pas dans la Couture.

Nous nous trouvons donc en présence de deux catégories d'ouvrières bien distinctes, à la formation desquelles doivent naturellement s'appliquer des principes quelque peu différents, et au cours de cette étude

nous nous occuperons uniquement de ce qui concerne la Couture (1).

L'industrie de la Couture trouve son expression la plus complète dans les grandes maisons parisiennes, et c'est, en fait, dans ces maisons luxueuses et florissantes que se forment et se perfectionnent les artistes créateurs de la mode, arbitres souverains de l'élégance féminine, près de qui viennent s'inspirer les couturiers de tous les pays.

Mais l'industrie de la Couture ne s'exerce pas uniquement dans ces maisons de premier ordre. Elle occupe encore une foule d'établissements d'importance variée dont le type est représenté par la petite couturière en appartement, qui n'a que quelques ouvrières.

(1) M. Henry, *Rapport sur l'Apprentissage dans les industries du vêtement* (Congrès national de l'Apprentissage, Roubaix, 1911).

« Parmi les professions comprises dans la section « Industries du Vêtement », nous relevons quatre séries bien distinctes pour lesquelles les modalités d'apprentissage doivent être très différemment étudiées. Certaines industries comportent un travail en séries, sur des données précises, et où l'initiative, le goût de l'ouvrière n'entrent que pour peu : telles les ouvrières confectionneuses pour les vêtements pour hommes et pour dames, la lingerie en gros, les corsets en séries, les blanchisseuses, les repasseuses. D'autres industries comportent des métiers plus raffinés, plus soignés, quelques-uns même artistiques, qui exigeront, outre une technique du métier, une éducation professionnelle plus complète et plus relevée : telles l'industrie de la Couture, de la Mode, du Corset sur mesure, de la Lingerie fine, de la Pelletterie et des Fourrures, de la Broderie ; comme aussi de la Chappellerie, du Tailleur pour hommes et pour dames, des fleurs et plumes..... »

Les maisons de cette catégorie, si elles font moins parler d'elles, n'en sont pas moins intéressantes, à la fois en raison de leur nombre et de l'importance de leur personnel total, et aussi parce que ce sont elles qui souffrent le plus des difficultés dont nous avons parlé dans le recrutement de la main-d'œuvre.

Les ateliers de couture ne sont évidemment pas organisés tout à fait de la même manière, suivant l'importance de la maison dont ils dépendent, et nous devons tenir compte de ces différences, bien que ce soient des différences de détail.

Tandis que la petite couturière n'a qu'un seul atelier, dont elle assure en général elle-même la direction, ainsi d'ailleurs que la direction de tous les services de sa maison, et que les ouvrières de cet atelier ont à faire tour à tour, suivant les commandes de la clientèle, des robes, des costumes, des manteaux, etc., il n'en va pas de même dans les grandes maisons, où les divers services s'individualisent, où non seulement la partie commerciale et la partie industrielle sont confiées à des organismes tout à fait différents, mais encore où les ateliers, dont le rôle reste strictement limité à la fabrication des costumes, sont eux-mêmes spécialisés dans telle ou telle catégorie de toilettes.

Ces ateliers sont comme autant de petits états dans l'État et ont chacun une personnalité bien distincte, reflet de la personnalité de la « première » qui les dirige.

La « première » est en général (cela peut varier un peu

suivant les maisons) absolument maîtresse dans son atelier, en ce qui concerne l'embauchage et le renvoi des ouvrières, la division de son personnel relativement nombreux (quelquefois 30 ou 40 femmes) en groupes plus petits, la répartition du travail entre ces groupes.

Elle est responsable, vis-à-vis de la maison, de l'emploi des matériaux qui lui ont été remis, de la coupe et de l'essayage des costumes dont l'exécution lui a été confiée.

Mais, appelée à quitter souvent son atelier, par exemple pour les essayages, la « première » ne peut disposer du temps matériel nécessaire pour surveiller elle-même tous les détails, et elle se fait suppléer par une ou plusieurs « secondes » prises parmi les ouvrières les plus capables.

C'est ainsi que se trouve constituée la direction de l'atelier.

Quant aux ouvrières, elles se divisent, au point de vue de leur capacité professionnelle, en premières mains, secondes mains, petites mains et apprenties.

Chacune de ces catégories de travailleuses a une tâche bien déterminée. Tandis que la première main a un travail important et parfois délicat, par exemple dans la préparation des patrons en mousseline d'après lesquels devront être coupés les tissus employés, ou encore dans la coupe et l'assemblage des étoffes, et la finition des costumes; les secondes mains ont seulement à travailler suivant les indications qui leur sont données par la

première main qui les guide, et enfin les petites mains n'ont à exécuter que le travail tout tracé d'avance qui leur a été remis, sans avoir à faire preuve, en général, ni de goût ni d'initiative.

Il y a donc une hiérarchisation assez marquée entre ces différentes ouvrières, et cette division n'est pas, comme on pourrait le croire, arbitraire et factice. Elle correspond à des différences réelles dans leur savoir ou leur habileté, et la meilleure preuve en est que certaines d'entre elles ne peuvent jamais, quelle que soit leur bonne volonté, passer d'une catégorie dans l'autre, et par là arriver aux salaires supérieurs.

D'ailleurs ces mêmes catégories d'ouvrières et la division corrélatrice du travail existent dans toutes les maisons sans exception, et jusqu'à présent personne n'a rien trouvé d'autre.

Quant à l'apprentie, quel est donc son rôle dans cette organisation compliquée ?

La plupart du temps, elle fait de tout, excepté son métier.

Quand elle entre à l'atelier, à douze ou treize ans, à la sortie de l'école primaire, certainement elle sait tenir une aiguille; elle connaît les différents points en usage et sait exécuter de menus travaux, des boutonnières, des œillets, un ourlet, une couture rabattue. Ces diverses connaissances font partie du bagage indispensable à toutes les femmes; certainement, même, elles ne sont pas suffisamment développées à l'école primaire,

mais elles sont communes à tous les métiers de l'aiguille, et, quoi qu'elle ait appris jusque-là, on peut affirmer sans crainte qu'en entrant à l'atelier la fillette n'a pas la moindre notion du métier qu'elle a choisi. Cherche-t-on à lui en montrer immédiatement les rudiments, les premiers principes ? Certainement non ! Pendant la première année, quelquefois plus, de son séjour à l'atelier, l'apprentie, « l'arpète », comme on l'appelle, fera surtout des courses.

Si elle est dans une grande maison, elle ira dans les manutentions chercher les fournitures nécessaires à l'atelier ; elle portera les robes de l'atelier dans les salons d'essayage, et, entre deux courses, pendant que la « première » aura le dos tourné, elle jouera avec ses petites camarades.

Si elle est dans une petite maison, elle fera, au dehors, les courses de sa patronne, non seulement celles qui auront trait au métier qu'elle est censée apprendre, mais encore les courses pour le ménage ; elle aura la charge de ranger l'atelier, et, en un mot, fera toute autre chose que de la couture. En dehors de cela, — et cela lui prend la majeure partie de son temps, — elle coud un peu ; elle apprend deci, delà, au hasard des besoins de l'atelier, quelques menus travaux qui contribuent plutôt à lui donner l'habitude du travail qu'un savoir réel.

C'est ainsi, par exemple, que, sous la direction d'une seconde main, elle coudra des agrafes ou surfilera des

corsages, elle posera des faux ourlets; elle préparera des poches, des rubans de taille, etc.

Un peu plus tard, on lui confiera des travaux, sinon de plus en plus difficiles, du moins des travaux dans lesquels il est nécessaire d'apporter plus de soins, parce qu'ils sont dans une partie plus visible du vêtement, et, au fur et à mesure de ses progrès, elle coud davantage et cesse de faire des courses.

Dix-huit mois ou deux ans après son entrée à l'atelier, environ, la période qu'on est convenu d'appeler l'apprentissage se trouve terminée; l'apprentie devient « petite main ».

Ce n'est qu'à partir de ce moment qu'elle commence vraiment à apprendre son métier, à distinguer les uns des autres les différents morceaux d'étoffe employés, et à connaître leur place dans le costume, le pourquoi et le comment de leur forme, de leur sens, et la manière de les disposer. Elle fait des intérieurs de jupe et de corsage, et pose des garnitures; elle commence à faire de l'assemblage.

Cette période dure plus ou moins longtemps selon les sujets; mais, quelle que soit sa durée, c'est à ce moment que se passe, tout au moins dans les ateliers de grande maison, un fait capital et très intéressant : la jeune ouvrière se spécialise.

Que ce soit par goût ou autrement, — souvent c'est parce qu'elle croit que le travail sera plus facile, — elle dirige ses efforts vers une seule partie du costume, le

corsage ou la jupe, et ne s'occupe plus, à partir de là, que de cette unique partie, si bien que, lorsque vers seize ans elle passe « seconde main », elle est déjà complètement spécialisée : elle est jupière ou corsagière, ou même, ne s'occupant que des manches, elle est simplement manchière.

Ensuite, elle cherche à se perfectionner elle-même dans sa spécialité, sans se préoccuper de ce qui se passe dans les autres, et sans chercher à connaître bien son métier tout entier.

Tel est le mode de formation générale de l'ouvrière couturière. Suivant les milieux, cette méthode est appliquée d'une façon un peu différente. Il est certain que, par exemple, dans certains petits ateliers, l'apprentie est moins laissée à elle-même, et qu'on s'occupe peut-être davantage de lui montrer son métier. Il est non moins certain qu'en province les patronnes sont en général plus consciencieuses qu'à Paris vis-à-vis de leurs apprenties, et qu'on trouve encore des régions où l'apprentissage existe au vrai sens du mot, où il y a à ce sujet des conventions entre parents et patrons, conventions faites suivant les traditions et les usages locaux.

D'ailleurs, une des raisons pour lesquelles l'apprentissage existe quelquefois en province est certainement que la patronne connaît les parents de l'enfant, et que, en dehors de toute sanction légale, il y a là une garantie d'exécution des conventions de la part de l'apprentie qui engage la patronne à s'occuper d'elle. Mais, si la

bonne volonté est plus grande, le résultat est quand même médiocre.

L'ouvrière de province n'a ni le goût, ni le chic qui caractérisent la Parisienne, et, la clientèle pour laquelle elle travaille n'ayant ni les mêmes goûts ni les mêmes besoins, il s'ensuit qu'elle cultive davantage et s'applique à acquérir des qualités comme la solidité et la régularité du travail, ainsi que le fini de la couture, qu'on apprécie moins à Paris que l'élégance de la coupe et le chic de l'ensemble.

Rien de tout cela ne compte pour ainsi dire, à Paris, si ce n'est peut-être dans les maisons qui ont une petite clientèle bourgeoise. Ce qu'on demande à l'ouvrière, en général, ce qui fait sa valeur, c'est, suivant l'expression commune, « d'avoir de l'idée », autrement dit, d'être capable d'initiative.

Dans l'atelier de grande couture, on cherche toujours du nouveau, on modifie, on adapte, on crée ; dans l'atelier de petite couture, on copie, on imite. Naturellement, suivant le milieu où elle se trouve placée, l'apprentie s'applique plus ou moins à calquer son travail sur celui de ses aînées, et peu à peu, même malgré elle, elle prend leurs habitudes, leurs qualités et leurs défauts (surtout leurs défauts).

De tout ce qui précède, il résulte, et c'est l'avis de tous les praticiens, qu'il faut toujours avoir présente à l'esprit, lorsqu'on parle de couture, cette pensée que ce terme s'applique à des ateliers et à des ouvrières bien

différents, et qu'entre les extrêmes s'échelonne toute une infinité de degrés, et, de même que toute généralisation serait impossible, toute démarcation serait illusoire. Cependant on peut dire que, si l'atelier de grande maison l'emporte par la qualité de la main-d'œuvre sur les ateliers d'un autre ordre, d'autre part, il serait désirable sur bien des points que l'on y tint compte des principes d'ordre et de régularité que l'on observe encore dans les petites maisons.

Il serait bon que l'on y remit en honneur la connaissance parfaite des premiers principes du métier, pour routinière qu'elle soit, telle qu'elle est enseignée par la petite couturière à son apprentie.

Peut-être n'aurait-on pas à déplorer, comme on le fait à présent, qu'il soit impossible, ou presque, de trouver des ouvrières joignant à un savoir réel une exacte conscience de leurs devoirs.

Ce qu'on leur reproche, à l'heure actuelle, ce n'est pas de manquer de goût. Cette qualité ne fait pas défaut aux ouvrières d'à présent plus qu'à leurs devancières ; il s'est même plutôt affiné, et la Parisienne est et sera toujours « la Parisienne ». Ce qui leur manque, c'est plutôt la capacité professionnelle générale et la connaissance parfaite des principes et de l'ensemble de leur métier.

D'autre part, emportées dès le début, par la contagion de la vie fiévreuse de l'atelier, par la nécessité de produire trop vite, elles n'ont pas le temps de s'attacher à

perfectionner leur ouvrage. On sacrifie trop à la rapidité, au détriment de la netteté et du fini d'exécution, et on s'habitue peu à peu à se contenter d'à peu près, de sorte que, par suite même des conditions où elle travaille, il est presque impossible à la jeune ouvrière d'acquérir toute l'habileté désirable. Le mal est encore aggravé en raison de sa spécialisation hâtive, qui la rend radicalement incapable de faire à l'improviste toute autre partie du costume que celle dont elle a l'habitude.

Cette infériorité, préjudiciable aux patrons, l'est bien davantage encore aux ouvrières, qui se voient souvent obligées de chômer, parce qu'on n'a pas besoin de spécialistes de leur catégorie.

Ainsi que le constatait, en 1906, un Conseiller municipal de Paris, M. Pierre Morel : « Il arrive souvent que « les ateliers de couture notamment, surtout ceux des « grandes maisons, n'apprennent aux jeunes ouvrières « qu'une partie de leur profession. On voit fréquemment « une jeune fille rester sans ouvrage parce qu'elle n'a « appris qu'à faire la « jupe », alors qu'on demande « partout des ouvrières connaissant « le corsage ou le « manteau ».

II

Tout n'est donc pas parfait, loin de là, dans l'organisation actuelle de l'apprentissage à l'atelier, ou plutôt en raison de son défaut d'organisation, et il ne paraît pas impossible qu'une amélioration pût être facilement réalisée, si seulement les patrons voulaient y réfléchir et s'en occuper ; mais trop souvent les patrons ne comprennent pas qu'en prenant cette peine ils serviraient indirectement leur intérêt personnel, en même temps que l'intérêt de l'industrie, et ils restent à cet égard dans une fâcheuse insouciance de leurs devoirs.

On en trouve même, dit-on, quelques-uns qui ne souhaitent pas un changement dans l'état de choses actuel, parce qu'ils trouvent commode d'avoir chez les apprenties une main-d'œuvre à bon marché.

Quoi qu'il en soit, s'il est souhaitable que le patronat soit amené à comprendre qu'il se doit de faire un effort en faveur de la réorganisation de l'apprentissage, il serait déraisonnable de lui demander, en présence des charges et des nécessités commerciales chaque jour plus pressantes, de négliger ses intérêts personnels et immédiats pour s'occuper de résoudre des questions aussi complexes ou pour essayer à ses risques et périls des réformes dont le résultat est malgré tout bien aléatoire.

Il est plus facile d'édifier une théorie loin du tracas et des contingences des affaires que de la mettre en pratique lorsqu'on y est mêlé continuellement.

Et l'industrie de la Couture, malgré qu'elle soit, en grande partie, une industrie de luxe, est sujette comme les autres à toutes les influences du régime économique moderne.

C'est l'augmentation sans cesse croissante du nombre des concurrents, avec la baisse de prix, qui en est la conséquence directe. Chacun voulant se faire sa place au soleil essaye d'attirer la clientèle par l'appât du meilleur marché.

C'est la concurrence de l'industrie de la Confection, fait des plus intéressants à étudier, et dont souffrent les maisons de toute catégorie. Les modèles établis à grands frais par les couturiers sont imités, copiés, simplifiés, banalisés par les grands magasins, et, pour conserver sa riche clientèle, la grande maison est obligée de créer sans relâche, saison par saison, mois par mois, du nouveau et de l'inédit, dans la coupe et la disposition des étoffes ; et les fournisseurs eux-mêmes doivent imaginer perpétuellement de nouveaux tissus, de nouveaux coloris, de nouveaux dessins, le tout au prix de frais énormes, qui enflent de plus en plus les prix de revient. De même, la petite maison dont la clientèle bourgeoise, sinon regardante, tout au moins économe, se laisse aisément séduire par l'apparence de bon marché du « tout fait », de la commodité du demi-confec-

tionné, des avantages de l'article-réclame, des soldes et et des occasions exceptionnelles, ne parvient à se maintenir qu'en réduisant ses bénéfices à l'extrême limite.

Le remarquable épanouissement de la législation ouvrière a contribué également à rendre les affaires difficiles. La fameuse loi de 1900, qui, de l'avis unanime des industriels, a apporté une perturbation considérable dans les métiers où le personnel ouvrier est mixte, ne nous paraît pas avoir créé, au point de vue de l'apprentissage, de difficultés à l'industrie de la Couture, puisque le personnel ouvrier de cette industrie est presque exclusivement féminin. Mais, par la limitation même des heures de travail, elle a certainement causé en son temps une gêne qui a eu sa répercussion sur les affaires. Il en est de même du décret de février 1910 sur les veillées, pour ne citer que celui-là.

Nous voulons bien reconnaître que tout n'est pas mauvais dans cette législation, loin de là, et qu'en tout cas les sentiments qui l'ont inspirée sont indiscutablement excellents ; mais, enfin, le bouleversement des habitudes de la production ne se fait qu'au détriment de la production, détriment au moins passager.

Le décret de 1904 sur l'Hygiène des ateliers a également contraint beaucoup de patrons à renvoyer les apprenties et les petites mains, faute de place. Les loyers augmentent dans les quartiers du centre dans des proportions énormes, et il est tout naturel que

l'on cherche à utiliser pour le mieux l'emplacement dont on dispose.

Aussi, les patrons, harcelés par les nécessités commerciales, pensent-ils seulement à une chose : produire beaucoup, produire vite, produire au meilleur marché, pour pouvoir, par l'augmentation de leur chiffre d'affaires, diminuer l'importance relative de leurs frais généraux.

Comment veut-on que, dans ces conditions, le patron ait l'esprit assez dégagé de préoccupations pour chercher à savoir ce que font ses apprenties, et que même il reste un instant de disponible pour y songer ?

Que ce soit une couturière qui dirige elle-même son atelier, ou que ce soit une « première », comment veut-on qu'elle néglige un essayage, qu'elle arrête la production de ses ouvrières, pour reprendre l'apprentie ou la conseiller ? Tout ce qui ne concourt pas directement à la production, même dans une faible mesure, est écarté de l'atelier moderne.

La réorganisation de l'apprentissage à l'atelier patronal supposerait donc dans une certaine mesure un changement dans les habitudes de la production.

Malgré l'influence des nécessités commerciales, une semblable réforme trouverait, croyons-nous, un accueil bienveillant chez le plus grand nombre de patrons, si seulement on leur indiquait d'une manière bien nette ce qu'ils ont à faire. Mais, si étudiée qu'elle soit, la

question des remèdes à apporter à la crise de l'apprentissage est toujours controversée, et, depuis si longtemps qu'on en parle sans aboutir, le patronat est devenu sceptique, — et c'est là peut-être la plus grande difficulté à vaincre, que de lui rendre confiance. Il faudrait lui démontrer également que, s'il consent à appliquer une réforme qui lui imposera de nouvelles charges, il sera payé de retour, car, en l'état actuel, les patrons ont encore de bonnes raisons pour hésiter, suivant l'expression de M. Dron, « à affronter les ennuis et les soucis du dressage professionnel et moral » des apprenties, car, en échange de leurs soucis et de leurs sacrifices, ils seraient à peu près certains de ne rencontrer que des déboires. Il n'y a pas de réciprocité dans les obligations du patron et de l'apprentie, et il est à craindre que, dans la plupart des cas, celle-ci ne tiendrait pas ses engagements.

Le défaut de sanction a beaucoup contribué à faire tomber l'usage du contrat d'apprentissage. Aussi, on ne fait plus de contrats qui comportent des obligations bilatérales dont personne ne veut plus. L'apprentie est surtout une petite ouvrière à faible salaire, et on se désintéresse à peu près complètement de son travail, de sa conduite et de ses progrès.

Ceux qui pourraient s'en plaindre, ceux qui ont naturellement la charge de l'éducation de la jeunesse, les parents, ne semblent pas être touchés de cet état de choses et restent indifférents. Au lieu de sauver l'ap-

prentissage, ils ont contribué à le compromettre.

« Lorsque l'enfant de douze ans a conquis son certificat d'études, dit M. Georges Picot, il semble pour beaucoup de familles que son instruction est achevée, et qu'il doit, à partir de ce jour, rapporter un gain. Quand on vient parler à un père, à une mère, du vieux contrat d'apprentissage, d'un lien de trois années, les fronts se rembrunissent : « Que gagnera-t-il ? » est la première question. En vain, on explique que, la première année, l'enfant sera une cause de dépenses pour le patron ; que, la seconde année, il sera au pair ; et que la troisième est nécessaire pour dédommager le maître de ses avances. Les parents déclarent qu'ils ne peuvent se passer d'un salaire. De cette exigence, excusable chez les indigents, mais de plus en plus répandue dans les familles ouvrières, découlent les pires conséquences. »

Cette constatation qui, dans l'esprit de M. Picot, s'applique à toutes les industries, n'est pas moins vraie en ce qui concerne la Couture, et, à part de très rares exceptions, la question primordiale pour les parents qui mettent leur fillette en apprentissage, c'est non pas de savoir si elle entre dans une maison où on s'occupera d'elle, où elle acquerra les connaissances nécessaires à l'exercice de son métier, c'est plutôt de savoir quel prix on la paiera, l'appoint de ce maigre salaire étant appréciable dans le modeste budget de la famille.

Ce que les parents cherchent aussi, c'est à se débarrasser d'un enfant dont l'école ne veut plus, et qui resterait à la maison et à la rue, si on ne trouvait pas à la caser quelque part, et, pourvu qu'on lui ait trouvé une occupation, on s'occupe bien peu des dispositions et des goûts de la fillette. A cet âge, serait-elle d'ailleurs en mesure d'exercer un choix sensé ? Et souvent, c'est parce qu'elle considère qu'une femme a toujours besoin de savoir coudre que, sans chercher davantage, la mère songe à un atelier de couturière. En certains cas, la mère n'en sait rien ; en certains cas, la mère s'affirme elle-même qu'elle ne veut pas en faire une professionnelle.

Alors, la place de cette fillette est-elle donc bien dans un atelier de profession ? L'atelier de couturière est-il vraiment disposé pour apprendre à coudre ? La mère n'y regarde pas de si près ? Elle lui fait apprendre le métier de couturière parce que ça sert toujours. En fait, « l'arpète » apprend fort peu de choses ou rien. Et non seulement au bout de ce soi-disant apprentissage, elle ne sera pas devenue une véritable ouvrière, mais encore, par le fait d'être passée sans transition de l'école à l'atelier, son éducation de femme et de ménagère a été complètement négligée et manquée, et elle ne trouvera jamais plus tard le temps ni l'occasion de combler cette lacune.

Les conditions actuelles de l'apprentissage laissent forcément de côté cette grave question de la formation

ménagère, puisque les fillettes sont continuellement à l'atelier.

Il est cependant de toute nécessité que cette formation soit donnée à la jeune fille. Autrefois, ce soin incombait à la mère de famille, et, sans doute, rien ne remplacera ses leçons et son exemple ; mais aujourd'hui que les conditions économiques ont changé, que, dans la famille, chacun doit apporter sa contribution pécunière aux charges du ménage, que presque toujours la mère est obligée de travailler elle-même au dehors, il lui est bien impossible de prendre par surcroît la charge d'initier sa fillette aux soins de la vie domestique. Et comme cette jeune fille, si elle est destinée à devenir ouvrière, sera en tout cas presque sûrement épouse et mère de famille, elle se trouvera en présence de difficultés que personne ne lui aura appris à résoudre, si même elle ne dédaigne pas de s'en occuper.

Cependant, « si la misère règne quelquefois si durement au foyer de l'ouvrier, n'est-ce pas, dans de nombreux cas, parce que la femme, ignorante des règles de la vie pratique, inexpérimentée sur la valeur réelle des choses et de l'argent, ne sait pas faire un emploi plus judicieux des sommes dont elle dispose pour l'administration du ménage ? Si le travailleur de l'usine cède si facilement aux tentations éblouissantes du comptoir d'étain et à l'hospitalité coûteuse du cabaret qui déprime et abrutit, n'est-ce pas encore, bien souvent, parce

que la femme ne sait pas lui rendre agréable le séjour du foyer, qu'elle n'a pas elle-même, à l'encontre de ses sœurs d'Angleterre et de Suisse, le goût du « home », du confort chez soi ? Combien moins d'argent serait dépensé dans un ménage, si la femme avait appris à prévoir, à calculer, à dresser un budget ? Combien moins coûteuse et combien plus saine serait la cuisine des pauvres gens si la femme connaissait mieux la valeur commerciale et nutritive des aliments ? Combien moins de linge et moins de vêtements seraient enfin gaspillés dans les familles nombreuses, si la femme savait mieux tirer parti des pièces de toile ou de drap dans lesquelles elle taille (1) ? »

Cette question ménagère n'intéresse pas évidemment les patrons au même titre que la question professionnelle. Il est naturel qu'ils cherchent avant tout à avoir des ouvrières habiles et connaissant leur métier. Mais aucun ne nous refusera que, s'il est possible de donner concurremment les deux enseignements aux jeunes ouvrières, il n'en résulte pas une grande amélioration de leur sort.

(1) *Extrait du Rapport* de M. Pierre Morel, au Conseil municipal de Paris, session de 1906.

II

L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE

ET LE PRÉAPPRENTISSAGE

Devant les résultats actuels de l'apprentissage, à l'atelier, et devant les difficultés auxquelles on se heurte dès qu'il est question d'un changement dans les habitudes ou d'une réforme dans les mœurs, il était naturel qu'on essaie de remédier à l'insuffisance de l'instruction professionnelle des ouvrières par des institutions complètement indépendantes de l'atelier patronal.

Mais la fondation de ces institutions, quelle que soit l'excellence de leur principe, quelle que soit l'ingéniosité de leur application, se heurte à une difficulté d'un autre genre, mais dont la solution n'est pas moins embarrassante à trouver que celle d'une réorganisation de l'atelier patronal : c'est la question financière.

A l'atelier, l'apprentie produit en s'instruisant ; il y a un équilibre économique possible entre les charges du patron et le bénéfice résultant de la production de la jeune ouvrière ; il y a équilibre entre le travail de l'apprentie et l'augmentation de sa capacité professionnelle.

Hors de l'atelier, la jeune fille ne produit pas, et la charge entière de son éducation professionnelle retombe sur la communauté, sans contre-partie.

Les sommes par lesquelles se chiffrent les dépenses des institutions actuelles sont considérables ; elles seraient écrasantes, si ces institutions étaient générali-

sées de manière à pouvoir embrasser la formation de la totalité des jeunes ouvrières.

Il est donc essentiel, lorsqu'on étudie la possibilité d'une réforme, de se demander d'abord si, dans l'état actuel de nos budgets, elle est financièrement réalisable.

Et cela est, à notre avis, d'autant plus important que, en ce qui concerne la couture, à part les écoles professionnelles de filles, qui, ayant une assez longue existence, peuvent être jugées également sur leurs résultats, nous ne trouverons que des projets de réformes.

Ceux-ci, n'ayant jamais été l'objet d'une réalisation, ne peuvent être jugés que sur l'idée qui les a inspirés, et, par conséquent, peuvent paraître d'autant plus séduisants que l'expérience n'en a pas encore démontré les points défectueux.

C'est pour ceux-là surtout que la question financière doit être envisagée avant toute chose.

Si nous examinons d'abord les écoles professionnelles, il n'est pas inutile de passer rapidement en revue les conditions dans lesquelles elles ont été créées.

On nous permettra de nous reporter pour cet historique au rapport présenté, par M. Dausset, au Conseil municipal de Paris, session de 1904, et au rapport présenté, par M. Morel, au Conseil municipal, session de 1906.

« C'est en 1856, dit M. Dausset, que M^{me} Elisa Lemonnier inaugura sa mission, par le placement, dans certains établissements libres, de jeunes filles auxquelles

« on devait apprendre un métier en même temps que les
« éléments de l'enseignement primaire. La société fon-
« dée par cette femme remarquable, appelée d'abord
« Société de Protection maternelle, devint, en 1874, la
« Société pour l'Enseignement professionnel des
« Femmes.

« Plusieurs écoles professionnelles, dont deux subsis-
« tent encore de nos jours et pourraient encore servir
« de modèles, furent créées par M^{me} Elisa Lemonnier.

« A côté de ces établissements, deux autres écoles
« avaient été fondées d'après les mêmes principes : celle
« de la rue d'Hauteville, fondée par M. Dubail, et celle
« de la rue Ganneron, fondée par M. Paulin, qui toutes
« deux furent plus tard communalisées.

« Le Conseil municipal encouragea de ses subven-
« tions toutes ces institutions privées. En 1879, une
« somme de 100.000 francs fut inscrite au budget, desti-
« née à créer des bourses d'externes et de demi pen-
« sionnaires dans les divers établissements libres et
« laïques d'enseignement primaire supérieur profes-
« sionnel de jeunes filles.

« Le but poursuivi était de protéger la jeune fille à
« son entrée dans la vie en assurant son indépendance
« par le travail. En même temps qu'il se préoccupait
« d'élever le niveau de l'instruction des femmes, le
« Conseil municipal témoignait encore sa sollicitude à
« toute œuvre de prévoyance destinée à protéger et à
« favoriser l'amélioration matérielle de leur existence.

« En cette même année 1879, la Municipalité parisienne
« apporta de sérieuses améliorations à l'enseignement
« de la couture. Un supplément d'allocations budgé-
« taires permit d'installer dans toutes les écoles des
« cours de coupe et d'assemblage faits par une maîtresse
« ayant subi un examen professionnel.

« L'année suivante, 1880, le Conseil municipal déci-
« dait, sur la proposition de M. Sigismond Lacroix,
« l'ouverture, dans un local de la Ville, d'un cours
« public gratuit de coupe de vêtements de dames.

« Ces cours furent d'abord confiés à un professeur
« libre, M. Vaillant, qui en avait demandé l'autorisation ;
« mais l'organisation en fut modifiée l'année suivante.
« Bientôt après, la Ville organisa des concours de coupe
« entre les élèves des écoles primaires de filles (21 jan-
« vier 1882) et même un certificat d'aptitude à l'ensei-
« gnement de la coupe et de l'assemblage. Elle entreprit
« ensuite de fonder des écoles professionnelles de jeunes
« filles (1). »

« La première école de ce genre fut installée dans les
« dépendances de l'école communale de la rue Violet,
« n° 26. Elle s'ouvrit en mars 1882, mais devint bientôt
« trop étroite ; elle fut agrandie considérablement en
« 1884 et reçut alors l'organisation définitive qu'elle a
« conservée aujourd'hui. C'est l'école de la rue Fondary

(1) Extrait du *Rapport* présenté par M. Morel au Conseil Muni-
cipal de Paris, session de 1906.

« qui comprend un double enseignement, à la fois général et technique.

« Une autre école, qui fonctionnait déjà à titre d'essai depuis 1880, fut constituée définitivement en 1884, rue Bouret. C'est l'école Jacquard, affectée aux travaux de couture, lingerie, modes, plumes, etc., et destinée aux jeunes ouvrières des quartiers de Belleville et de la Villette.

« En 1884, la Municipalité ouvrit, rue Bossuet, une nouvelle école professionnelle destinée à succéder, en l'élargissant, à l'établissement d'une école d'apprentissage créée depuis 1871 par les commerçants et les industriels du quartier d'Hauteville. Cette école, comme toutes les autres, répondait aux besoins urgents dont nous avons parlé ; elle eut le même succès, et son développement nécessita plus tard son transport dans un nouveau local construit tout exprès rue d'Abbeville.

« L'école de la rue de Poitou est un ancien établissement Elisa Lemonnier communalisé par la Ville de Paris en 1886. L'enseignement qu'on y donne comporte des études industrielles et des études commerciales.

« L'enseignement commercial des jeunes filles est encore largement professé à l'école de la rue Ganne-ron, ouverte, en 1884, dans le XVIII^e arrondissement. Cet établissement est encore la transformation d'une ancienne école d'apprentissage libre, fondée en 1871

« par M^{me} Paulin et destinée aux jeunes ouvrières du
« quartier Montmartre.

« Enfin, la dernière école créée par la Ville de Paris
« est l'école de la rue de la Tombe-Issoire, n° 77, fondée
« en 1890. Cette école, installée dans une ancienne mai-
« son de secours, comporte un enseignement général et
« un enseignement technique. »

Le programme d'enseignement, le même pour toutes les écoles professionnelles et ménagères à créer, comprenait, en outre des matières obligatoires de l'enseignement primaire, les soins du ménage, la coupe et les vêtements, le dessin, la gymnastique, plus un certain nombre de cours spéciaux d'apprentissage, variant suivant les besoins de chaque quartier, et embrassant les diverses professions auxquelles on pourrait préparer les jeunes filles, notamment les professions de couturière, lingère, blanchisseuse de fin, passementière, corsetière, coloriste, etc.

La création de ces établissements indique bien quelles étaient les préoccupations de la Municipalité parisienne.

Le chemin paraît bien tracé. Chaque région de Paris aura son école professionnelle et ménagère de jeunes filles d'un type à peu près uniforme, tandis que, pour l'enseignement manuel des garçons, chacune des professions parisiennes aura, en quelque sorte, son école normale, d'où sortiront des ouvriers habiles et instruits.

Le système adopté pour l'enseignement profession-

nel des filles et des garçons ne pouvait évidemment pas être le même, étant donnée l'infinie variété des métiers entre lesquels se partagent les ouvriers hommes, et le nombre assez restreint, en somme, des professions féminines.

Les écoles professionnelles de filles ne diffèrent donc entre elles que par le plus ou moins grand nombre d'ateliers réservés à telle ou telle profession. Tandis qu'on ne trouve des ateliers de corsetières, de modistes, de fleuristes, de repasseuses, de lingères, etc., que dans quelques-unes d'entre elles, toutes les écoles ont des ateliers de couture.

Ce que nous voudrions faire ressortir de ce court exposé, c'est d'abord que l'idée de l'école professionnelle appartient à l'initiative privée ; que ce n'est qu'après des essais qui, sans doute, avaient paru concluants, que les pouvoirs publics sont intervenus ; c'est ensuite que le temps qui s'est écoulé depuis la fondation de ces écoles (plus de trente ans) a permis d'étudier et remanier leur organisation à plusieurs reprises et que nous nous trouvons, par conséquent, en présence d'une institution sinon au point, tout au moins très étudiée. Si les résultats qu'elle donne ne sont pas satisfaisants, la faute en est donc à un défaut inhérent à l'institution, et non à des imperfections de détail.

C'est que l'école ne répond pas au but qu'elle prétend poursuivre, et ne rend pas les services que l'on est en droit d'en attendre.

Dans les milieux professionnels, on lui adresse, à juste titre, les critiques les plus graves.

Le défaut des écoles professionnelles est d'attribuer à l'enseignement général une part trop considérable ; près de la moitié de l'horaire est occupé par des leçons de français, de morale, de droit usuel, de géographie, d'histoire, de sciences naturelles, connaissances qui font partie du programme des écoles primaires supérieures, et qu'il nous paraîtrait préférable de leur laisser, pour donner aux écoles professionnelles un caractère presque exclusivement technique.

D'autre part, la valeur professionnelle des jeunes filles qui ont passé par ces écoles est très discutée. En ce qui concerne la couture, elles ne trouvent à se placer, en sortant, que comme secondes mains, et, avant d'égaler, comme habileté, leurs camarades qui n'ont jamais été qu'à l'atelier, un certain temps leur est nécessaire pour prendre l'habitude et le courant du travail pour la clientèle. Le rapport de M. Dausset est significatif à cet égard.

Nous y voyons, par exemple, que le gain moyen des ouvrières formées à l'école de la rue de la Tombe-Issoire était, à leur sortie de l'école, de 2 fr. 60 (le calcul porte sur une période de huit années, de 1895 à 1903). Le gain moyen des ouvrières formées à l'école de la rue Fondary ressort à 2 fr. 75 (le calcul porte sur une période de dix ans, de 1893 à 1903).

Or une jeune ouvrière de seize à dix-sept ans, âge

auquel se placent les jeunes filles sorties des écoles, peut prétendre gagner 3 francs ou 3 fr. 50 en moyenne dans une bonne maison.

En tout cas, quel que soit le mérite de l'enseignement que l'on y reçoit, il est évident que le nombre d'élèves formées par ces écoles est bien faible, eu égard aux sacrifices consentis par la Ville de Paris. Chaque élève revient en moyenne à 300 francs par an. C'est bien peu, également, si on considère que, par suite du concours, d'une part, par suite du petit nombre des places offertes, et parce que, pendant trois années, l'élève est privée du salaire qu'elle aurait comme apprentie dans l'atelier, c'est seulement une minorité privilégiée qui peut suivre ces cours.

Quoi qu'il en soit, dans leur état actuel, avec leur programme et leur esprit, ces écoles ne forment qu'une minorité d'ouvrières. Bien peu d'élèves se placent, en sortant, dans l'industrie.

Reportons-nous encore au rapport de M. Dausset.

Un des tableaux qu'il publie relativement à l'école de la rue Fondary donne l'effectif des ouvrières couturières sorties et l'effectif des ouvrières placées.

Nous y voyons que, pour une période de dix ans, de 1893 à 1903, il y aurait, d'après ce tableau, 283 ouvrières sorties, et seulement 168 placées, soit un déchet de 40 0/0.

M. Charles Berteaux (1) évalue même, d'après le

(1) *La Crise de l'Apprentissage en France*, thèse, p. 241.

Bulletin de la Société de Protection des Apprentis, ce déchet à 45 0/0.

Ce résultat n'a rien de surprenant, si l'on songe que la plupart des jeunes filles qui recherchent les écoles professionnelles appartiennent à des familles relativement aisées, à la classe moyenne, et rentrent chez elles après l'école; ou, si elles entrent dans un atelier, elles le quittent bientôt, soit pour se marier, soit pour s'établir à leur compte. Et encore, pour celles qui restent à l'atelier, leur reproche-t-on d'être, non des ouvrières, mais des élèves, des demi-savantes, fières de leur diplôme, et dédaigneuses à la fois de l'atelier et du travail manuel.

Aussi, ces écoles ne peuvent être considérées comme la solution pratique des questions d'apprentissage. D'ailleurs, à supposer qu'on les transforme, il serait nécessaire d'en augmenter le nombre dans des proportions considérables, et leur généralisation entraînerait des frais hors de proportion avec le résultat obtenu.

II

Tandis que les fondateurs des écoles professionnelles avaient pour but de remplacer l'apprentissage à l'atelier par l'apprentissage à l'école, d'autres réformateurs, sans prétendre supprimer le rôle de l'atelier patronal, songeaient simplement à suppléer à ses lacunes par la fondation d'œuvres destinées à donner aux jeunes enfants une sorte de préformation exclusivement pratique qui les mit plus à même de profiter des leçons de l'atelier et qui, en même temps, leur donnerait les rudiments de la science ménagère.

Il est nécessaire, disent les partisans de cette conception, que la discipline sous laquelle a vécu l'enfant pendant son séjour à l'école primaire, et qui a contribué à lui donner le goût et l'habitude de l'ordre, ne lui fasse pas défaut tout à coup, au moment où, précisément, il a le plus besoin d'être guidé et soutenu, où il se trouve tout d'un coup mêlé aux nécessités de l'existence, et parmi des personnes plus âgées.

Il est illogique de se préoccuper de l'éducation de l'enfant jusqu'à treize ans, et de s'en désintéresser complètement dès qu'il a atteint cet âge. Une période de transition est nécessaire, pendant laquelle l'enfant sera initié peu à peu à vaincre des difficultés de même ordre que celles qu'il trouvera dans la vie réelle, et préparé à recevoir avec fruit l'enseignement de l'atelier.

Les centres ménagers répondent à l'idée d'une formation pratique générale, sans prétentions industrielles. Ils existent, sous forme de classes ou écoles ménagères dans beaucoup de pays, en particulier en Belgique et en Suisse, où ils sont très appréciés.

En France, un résultat analogue a été obtenu dans les ouvroirs fondés par des groupements religieux, mais leur but et leur programme n'ont jamais été définis plus clairement que dans le rapport présenté au Congrès de l'Apprentissage de 1909, par un groupe de professionnels de la Couture :

« Il est nécessaire, dit ce rapport, que les futures apprenties des métiers de couture fassent désormais, au sortir de l'école primaire, un an ou dix-huit mois d'enseignement ménager. Elles y étudieront ce qui constitue la base du métier, mais non avec la spécialité de la profession. Tout sera coordonné dans la proportion du nécessaire à la vie personnelle, et en vue de la formation sociale de ces enfants, car l'enseignement donné dans les centres ménagers est à considérer avant tout par sa portée morale et sociale, par son rôle éducatif. Le but de cet enseignement est de baser les actes journaliers de la vie de la femme et l'influence des ouvrages domestiques accomplis de bon cœur est incontestable ; ces ouvrages provoquent des habitudes d'exactitude, donnent aux jeunes filles la confiance en soi, leur inspirent un plus grand désintéressement, une intelligence nette de tout travail, et par consé-

« quent une sympathie véritable pour le travailleur.

« La future apprentie sera donc *débrouillée*. Succes-
« sivement et simultanément, elle exécutera et elle
« s'expliquera des travaux de couture, de lavage, re-
« passage, cuisine, hygiène, en un mot recevra la science
« ménagère, toujours avec cette unique théorie : écono-
« mie de forces, de temps, de dépenses, source de bien-
« être par le savoir-faire.

« Il ne sera jamais question de former une laveuse ou
« une repasseuse, une couturière ou une cuisinière ;
« l'apprentie se révélera à elle-même son goût domi-
« nant, ses facultés prépondérantes pour telle ou telle
« profession.

« La couture, la coupe ne sont étudiées, par l'enseigne-
« ment ménager, qu'au point de vue du nécessaire à la
« vie individuelle ; de la production, il n'est pas ques-
« tion.

« Au bout de ce temps de formation, qui n'est plus
« l'école, qui n'est pas encore l'atelier, la jeune fille est
« prête à devenir une apprentie.

« Une année d'apprentissage suffirait pour toute
« élève d'un centre ménager compris tel que nous l'avons
« défini, et l'enfant ne reculerait certes pas son heure
« productive pour sa famille, car le pécule qu'une ap-
« prentie reçoit sa première année est largement dépensé
« par l'entretien de ses vêtements et chaussures. Au
« lieu d'un surcroît de dépenses, elle réalisera maintes
« économies d'ordre, dans sa vie familiale.

« La première année d'apprentissage, destinée à ap-
« prendre la couture, serait donc faite, et alors, de cette
« manière, s'éclairerait une question primordiale pour
« l'apprentie couturière : sera-t-elle couturière ? Profes-
« sionnelle habile ? Manutentionnaire intelligente, active,
« ordonnée ? Commerçante ? Cette année, employée à
« des travaux variés, mais surtout à réfléchir et penser
« par elle-même, conduirait la fillette à l'atelier patronal
« avec des facultés mieux définies, et pour elle, et pour
« ceux mêmes chargés d'elle.

« Les centres ménagers sont les foyers qui donnent
« la préparation favorable à l'apprentie. Leur enseigne-
« ment répond à toute intelligence, leur règlement à la
« condition de toute famille ouvrière, n'exigeant ni clas-
« sement, ni bourse à obtenir, ni retard pour le temps
« de travail productif. C'est la formation par excellence
« par laquelle toute mère aurait le devoir de préparer
« sa fille, et que toute patronne *aurait intérêt à exiger*
« pour faire des apprenties réellement professionnelles
« et capables de devenir des ouvrières dignes de ce
« nom appelées à former les éléments sérieux qui cons-
« tituent les bons ateliers.

« Pour réaliser ce plan, les conditions seront :

« 1° Que les directrices ou maîtresses des centres mé-
« nagers ne soient en aucune façon ni une spécialiste ni
« une maîtresse technique, ni une professionnelle quel-
« conque, qui verrait toujours dans des élèves des ap-
« prenties auxquelles il faut apprendre le métier ;

« 2° Que toujours cet enseignement n'apprenne à
« coudre, à repasser, cuisiner, raccommoder que pour
« introduire dans l'esprit de l'élève des idées d'ordre et
« de prévoyance. C'est le développement moral et phy-
« sique simultané ;

« 3° Qu'il ne soit pas une collection de recettes, mais
« un enchaînement de « pourquoi » et de « parce que » ;

« 4° Que ces centres ouverts pour les enfants de tout
« venant, sans concours d'entrée sous quelque forme
« que ce soit, ni classement autre que la bonne conduite,
« soient conservés à l'initiative privée, parce qu'elle
« seule possède la souplesse nécessaire au succès com-
« plet : chaque centre devant varier de forme et non de
« fond, ni de mode d'enseignement, selon le quartier,
« ou le champ d'action dans lequel il opère. »

Il est incontestable qu'une formation de ce genre don-
née à toutes les fillettes serait de nature à préparer
pour l'avenir une génération de mères de famille, mais
elle ne pourrait évidemment contribuer à relever le ni-
veau de la valeur professionnelle, qu'autant qu'un ap-
prentissage sérieux, gradué et méthodique, pourrait
être fait ensuite à l'atelier patronal. La formation ménag-
ère n'intéresse l'industrie qu'autant que l'apprentis-
sage à l'atelier serait réorganisé. Cette création de cen-
tres ménagers, pour intéressante qu'elle soit, au point
de vue social, ne résoudrait donc pas à elle seule la
question de l'apprentissage.

Aussi, à cette préformation exclusivement ménagère,

préférierions-nous une préformation professionnelle.

Des ateliers spéciaux, où les fillettes, comme le préconise M. Isaac, le président de la Chambre de Commerce de Lyon, recevraient un substratum de connaissances qui pourraient leur servir dans tous les métiers dans lesquels elles auront plus tard à choisir, nous paraîtraient devoir donner de meilleurs résultats au point de vue de l'habileté professionnelle des futures ouvrières.

Ces ateliers, d'ailleurs, ainsi que le demande M. Tambuté, le conseiller prud'homme de la Couture à Paris, devraient être organisés dans les conditions se rapprochant le plus possible de celles de l'atelier travaillant pour la clientèle, et placés exclusivement sous la direction de couturières agréées maîtresses d'apprentissage à la suite d'un concours.

Mais, dans l'esprit de M. Tambuté, il ne s'agit plus d'une formation technique générale, embrassant, comme le précédent projet de M. Isaac, les connaissances fondamentales utilisables dans tous les métiers féminins; il s'agit, au contraire, dès le début, d'une formation spéciale à l'ouvrière couturière, ainsi qu'elle se passe actuellement à l'atelier patronal, ou plutôt ainsi qu'elle devrait s'y passer, avec cette différence que la directrice de cet atelier étant recrutée dans des conditions que nous imaginons très sérieuses, offrirait aux parents et aux jeunes filles des garanties de moralité et de compétence exceptionnelles.

Mais l'une ou l'autre de ces solutions viendrait-elle à rallier sur leur principe l'unanimité des suffrages, que nous verrions à leur réalisation le même obstacle que nous avons déjà vu à la généralisation des écoles professionnelles, car elles nécessiteraient beaucoup de temps et d'argent, et elles sont, à l'heure actuelle, impraticables, faute de ressources et de locaux suffisants.

C'est le même défaut, défaut selon nous capital, qui empêchera toujours la réalisation pratique de toute réforme qui consiste en principe à conserver les jeunes filles pendant une ou deux années, soit dans des écoles, soit dans des ateliers, peu importe le nom qu'on leur donnera.

Aussi ces dernières propositions sont elles, à l'heure actuelle, plus ou moins abandonnées, parce que irréalisables, et, dans le but de faire avant tout quelque chose de pratique, il y a actuellement une tendance nettement marquée à demander à l'apprentissage à l'atelier patronal tout ce qu'il peut donner, en se bornant à le compléter par des cours réduits au strict minimum, et organisés à la demande et dans la mesure des besoins.

C'est la solution à laquelle se rallient, non seulement la majorité des industriels, mais encore la majorité des personnalités qui s'occupent de cette question; c'est celle que préconise le projet de loi le plus important qui ait été déposé dans les dernières années au sujet de

l'apprentissage, le projet Dubief(1), et aussi la proposition de loi déposée par M. Dron (2).

Mais il n'entre pas dans notre intention de refaire une fois de plus l'étude détaillée de ces textes qui, rédigés de manière à s'appliquer à l'universalité des professions, ne présentent pas de particularités marquantes en ce qui concerne l'industrie de la Couture, qui fait seule l'objet de cette étude.

Nous nous bornerons à constater que le projet Dubief est très affirmatif sur la nécessité de suppléer à l'insuffisance de l'atelier et à l'impossibilité de l'école par la création de cours complémentaires, et qu'il n'envisage pas d'autre solution pratique au relèvement de la capacité professionnelle des ouvriers.

« Il est impossible, dit-il (3), que la totalité de ces jeunes
« gens trouve place dans les écoles professionnelles,
« non seulement parce que, quelque extension que
« prennent ces écoles, elles ne seront jamais suffisantes
« pour atteindre ce but, mais aussi parce que les condi-
« tions actuelles de notre organisation sociale ne per-
« mettent pas d'imposer, à la sortie de l'école primaire
« obligatoire, trois ou quatre années de scolarité pro-

(1) *Projet de loi relatif à l'enseignement technique industriel et commercial* (1905)

(2) *Proposition de loi sur l'organisation de l'apprentissage par les cours de perfectionnement* (1909).

(3) *Projet de loi sur l'Enseignement technique. Exposé des Motifs.*

« professionnelle aux enfants que leur situation de famille
« et de fortune contraint à rechercher des moyens per-
« sonnels d'existence. Comment donc ces derniers
« peuvent-ils acquérir les connaissances techniques
« qui leur sont indispensables ? Par la fréquentation
« des cours professionnels ou par l'apprentissage à
« l'atelier. »

Non moins affirmatif dans ses conclusions est M. de Ribes Christophle dans le rapport qu'il a publié en novembre 1910.

La supériorité des pays étrangers consiste beaucoup moins, ainsi qu'il le constate, dans le nombre des écoles que dans l'organisation systématique des cours de perfectionnement dont l'enseignement, juxtaposé à l'apprentissage à l'atelier, l'éclaire et le complète.

Les principaux avantages des cours sur l'école sont le bon marché, la facilité d'installation et de transformation et surtout la non-limitation du nombre des jeunes gens qui peuvent en profiter.

Mais ce sont là surtout des avantages administratifs qui sont perceptibles en dehors de toute nouvelle expérience, tant ils sont évidents.

Peuvent-ils donner également des résultats aussi brillants en ce qui concerne la perfection de l'éducation professionnelle ? Il nous semble qu'il y a lieu, à ce point de vue, de distinguer entre les métiers, et que l'on ne peut aisément inférer de l'un à l'autre ; et, bien que, par exemple, tous les professionnels de la bijouterie at-

tachent un grand prix au fonctionnement des cours créés par leur Chambre syndicale, il nous paraîtrait dangereux d'en conclure *a priori* que pareille organisation donnerait satisfaction dans l'industrie de la Couture. Ce n'est que l'expérience qui pourrait le démontrer.

La question de l'utilité des cours de perfectionnement dans l'industrie qui nous occupe est donc, dans l'état actuel, surtout une question d'appréciation individuelle. Elle est, en général, combattue par la grande couture, sous le prétexte que cette innovation est inutile, et que les charges qu'elle imposerait seraient hors de proportion avec les résultats. Si cependant la grande couture, comme nous l'avons indiqué au début de cette étude, ne souffre pas encore de l'abaissement du niveau de la valeur professionnelle des ouvrières, il est hors de doute pour nous que, si l'on n'intervient pas rapidement, la crise de main-d'œuvre dont ont déjà souffert d'autres branches de l'industrie du vêtement, celle du corset, par exemple, et la couture elle-même, dans les petites maisons, finira par atteindre les grands ateliers eux-mêmes. La crise est latente (1).

(1) M. Henry, *Rapport au Congrès national de l'Apprentissage*, Roubaix, octobre 1911 :

« Heureusement, quelques natures mieux douées arrivent à s'élever et à acquérir, malgré cette méthode défectueuse, la maîtrise qui, longtemps encore, assurera à l'industrie française son succès vis-à-vis de l'étranger ; mais la masse des ouvrières con-

Il faut donc se décider à faire quelque chose. Or, si les remèdes étudiés précédemment ne peuvent certainement convenir, la fondation de cours n'a pas provoqué, chez ses adversaires, d'arguments convaincants.

Remarquons, au contraire, que, sur le *Rapport* de M. Henry, le Congrès de l'Apprentissage tenu, à Roubaix, en octobre 1911, a conclu d'une façon formelle à la nécessité de l'organisation de ces cours dans l'industrie du vêtement en général. C'est là un élément important d'appréciation.

Aussi supposerons-nous, dans la suite de cette étude, que tout le monde est d'accord sur le principe, pour examiner seulement quels pourraient être leur organisation et leur fonctionnement pratiques (1).

Mais nous devons remarquer que le Projet de loi Dubief, aussi bien que le Projet de loi Dron, vise seule-

tinuera à se traîner dans une médiocrité désolante. Si donc nous n'y prenons garde, bientôt s'augmentera la difficulté de recruter des ouvrières habiles capables de continuer la réputation de goût et de perfection de travail, et aussi s'augmentera pour les patrons la difficulté de trouver des auxiliaires, des collaboratrices capables de les comprendre, capables de se prêter aux changements de plus en plus fréquents de la mode, capables d'utiliser les matières nouvelles, capables, en un mot, de maintenir la supériorité de notre industrie de la mode. »

(1) *Congrès national de l'Apprentissage de Roubaix*, 1911, Section du Vêtement, Sous-Section du Travail féminin :

« 9° Que les apprenties soient tenues, durant le cours de leur apprentissage, de suivre les cours complémentaires, qui devront être gratuits. »

ment la création de cours professionnels, sans se préoccuper le moins du monde de l'état d'instruction des apprentis qui seront appelés à en profiter.

Ils s'appliquent à l'universalité des jeunes gens employés dans le commerce et l'industrie, garçons et filles ; ils laissent donc forcément de côté cette question exclusivement féminine de la formation ménagère. Ils laissent dans le *statu quo* la question très importante de l'âge d'admission à l'atelier, qui, pour les filles surtout, intéresse autant le côté moral que le côté professionnel.

Les industriels qui se sont occupés de la question l'ont envisagée non seulement sous le rapport de l'enseignement technique, mais aussi dans son ensemble, et, en progrès réel sur les projets de loi précités, ils apportent une solution complète. Nous la trouvons dans les vœux adoptés au Congrès national de l'Apprentissage tenu, à Roubaix, en octobre 1911, par la Section du Vêtement, et enfin par le Congrès en séance plénière. Nous publions ces vœux en annexe.

Le Congrès a, comme nous l'avons vu, demandé l'institution de cours professionnels ; il demande également la réglementation de l'apprentissage à l'atelier, et le rétablissement du contrat d'apprentissage.

Ceci forme la solution du côté professionnel de la question, et nous y consacrons la dernière partie de cette étude.

En ce qui concerne le côté général, et conformément aux conclusions de son rapporteur, le Congrès a estimé

que la durée des études primaires était insuffisante, et ne permettait pas « de donner à la masse des enfants du peuple des connaissances susceptibles de l'aider, dans l'avenir, à vivre sa vie et à combattre dans la grande lutte avec quelques chances de succès (1). »

Le rapporteur eût donc souhaité de voir prolonger de deux années la scolarité obligatoire, de douze à quatorze ans ; mais, étant donné les difficultés à vaincre (budgétaires et autres), il se bornait à demander une prolongation d'une année, jusqu'à treize ans. L'admission à l'atelier s'en trouvera donc retardée d'autant, et il n'est pas douteux, d'une part, que, plus la jeune fille est âgée, au moment où elle se trouve en contact direct avec les réalités de la vie, plus elle a de chances de les envisager sainement.

Il est évident également que son instruction générale y gagnera, car à cet âge la différence d'une année augmente très sensiblement la maturité de l'esprit et, par conséquent, le profit que l'enfant peut retirer des leçons qu'elle reçoit.

Enfin, convenablement employée, cette année sera excellente pour la formation de la future mère de famille.

Nous considérons que cette prolongation d'une année de la durée de la scolarité est un minimum indispensable, et le programme que les enfants auront à parcou-

(1) M. Henry, *op. cit.*

rir pendant ce laps de temps sera très considérable.

Mais, comme nous avons eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises, dans ce problème, la question financière domine toutes les autres, et il ne faut pas demander un effort trop important.

Déjà nous avons été obligés de constater que la création de centres spéciaux destinés exclusivement à la formation ménagère, tels qu'ils ont été adoptés par le Congrès de l'Apprentissage de 1909 étaient, malgré leur programme séduisant, actuellement irréalisables ; la prolongation de la scolarité demandée par le Congrès de 1911 soulève moins d'objections : elle ne demandera ni cadres nouveaux, ni locaux spéciaux ; elle constitue une simple augmentation de l'effectif scolaire, et, partant, l'augmentation des charges qui en résultera peut être aisément calculée.

Quant à l'utilisation de cette année, nous ne pouvons mieux faire que de citer le rapporteur du Congrès :

« Nous estimons que, dans cette année supplémen-
« taire, on devra résumer à l'enfant toutes les matières
« générales qui lui ont été enseignées préalablement ;
« et cela, en lui montrant l'application immédiate de ses
« connaissances au travail qui la sollicite ; les sujets
« des dictées, calculs, narrations, devront être pris dans
« la vie usuelle, dans la vie industrielle, et toute occa-
« sion devra être saisie de diriger cette jeune intelli-
« gence vers les problèmes simples et pratiques de la
« vie.

« En outre, son esprit devra sans cesse être dirigé
« vers l'idée du travail, sa jeune initiative devra être
« constamment stimulée en vue de la recherche de la
« profession convenant le mieux à sa condition, à sa
« nature et à ses aptitudes.

« Les travaux d'aiguille devront être assez variés
« pour que la jeune fille puisse découvrir la profession
« à laquelle ses aptitudes la destinent : couture, mode,
« broderie ou lingerie, sans qu'une spécialisation quel-
« conque vienne risquer d'étouffer une vocation ou
« simplement une disposition particulière. Cette ins-
« truction devra être complétée par une éducation
« morale montrant à l'enfant que l'école n'est qu'un
« début dans sa vie de travail, qu'il lui faudra encore
« étudier et apprendre, et lui inculquant les idées de
« devoir, d'ordre, de discipline et de méthode. »

Mais nous allons plus loin que le Congrès de 1911, et, reprenant un vœu émis par le Congrès de 1909 (1), nous voudrions voir se développer l'enseignement du travail manuel à l'école primaire.

(1) *Congrès national de l'Apprentissage de 1909* : Vœux adoptés :

« En ce qui touche l'apprentissage des jeunes filles, le Congrès émet le vœu que la loi organique de l'Enseignement primaire qui interdit tout enseignement professionnel à l'école soit révisée afin de permettre cet enseignement, ainsi que la loi de 1903 l'a permis pour l'industrie de la dentelle ;

« Qu'un certain nombre d'heures par semaine puissent être employées à cet apprentissage qui aura lieu sous la surveillance des institutrices, mais sera fait par des professionnelles. »

Déjà la loi du 28 mars 1882, loi fondamentale de l'Enseignement primaire, a été modifiée à la demande des pays dentelliers, par une loi votée en 1903, connue sous le nom de loi Engerand. Cette loi autorisait dans certains départements les institutrices à enseigner la fabrication de la dentelle. Bien que la durée d'expérience de cette loi ne soit pas encore très considérable, les dentelliers sont satisfaits des résultats qu'elle donne pour le relèvement de la perfection de la main-d'œuvre.

Bien entendu, la fabrication de la dentelle demande une dextérité de main qu'il est indispensable d'acquérir très jeune, et peut-être que dans la couture la même nécessité ne se présente pas.

Cependant, constatant que, actuellement, à la sortie de l'école primaire, la fillette ne sait pas coudre, et que le temps lui manque ensuite pour se perfectionner dans l'art de bien coudre, que les circonstances d'ailleurs ne s'y prêtent pas, nous estimons qu'il y a là une lacune intéressante à combler.

La fillette à l'école primaire devrait apprendre à coudre en même temps qu'à lire. Arrivée à treize ans, elle serait déjà exercée depuis cinq ou six ans à manier l'aiguille, et serait sans doute, à moins d'inaptitude totale, capable de coudre d'une façon très régulière sinon parfaite ; elle connaîtrait tous les points en usage ; elle aurait eu le temps d'en faire des exercices d'application sur des tissus de tous les genres, de toutes les épaisseurs, avec ou sans apprêt. Il est même possible

qu'elle pourrait connaître les premiers principes de la couture, mais ses progrès seraient limités forcément dans cet ordre d'idées, car, à moins d'une organisation que nous ne prévoyons pas possible, il ne pourrait être mis à la disposition de toutes les élèves de toutes les écoles primaires des tissus en quantités suffisantes pour faire des démonstrations de coupe, par exemple, tandis qu'il sera facile de se procurer des tissus nécessaires à des exercices de points de couture.

Ce serait déjà un progrès sur l'état de choses actuel.

A force d'avoir répété les mêmes exercices pendant plusieurs années, et pendant les années où les doigts sont les plus souples et les plus dociles, elle aurait acquis une habileté manuelle certaine, et, pendant toute son existence d'ouvrière, donnerait à son travail, même sans y penser, un fini et une précision dont sont seules capables à présent les ouvrières qui ont de longues années de métier, à qui l'on confie les tâches les plus délicates, les apprêteuses et les ouvrières des ateliers de tailleurs.

Les patrons et patronnes de la Couture ne peuvent, croyons-nous, qu'approuver une réorganisation des programmes de l'enseignement primaire qui leur donnerait des apprenties sachant déjà réellement coudre, car si, avec la mode actuelle, avec le flou, la perfection des points de couture est de seconde importance, si même on lui en attribue une, il n'en était pas de même il y a dix ans, avec les robes ajustées.

Qui peut prévoir ce que demandera la mode de demain !

III

ORGANISATION DES COURS COMPLÉMENTAIRES

RÉORGANISATION DE L'APPRENTISSAGE

A L'ATELIER

LE CONTRAT D'APPRENTISSAGE

I

Préconiser l'institution de cours complémentaires, c'est reconnaître par là même le rôle fondamental que doit jouer l'atelier dans l'apprentissage. Or, nous croyons avoir établi, au début de cette étude, que l'organisation actuelle de l'atelier patronal et les conditions de la production ne permettaient pas une éducation rationnelle des jeunes apprenties. Il nous paraît donc nécessaire d'étudier, en même temps que la fondation des cours, la réforme de l'apprentissage à l'atelier, et nous estimons que rester dans les anciens errements annihilerait à coup sûr le progrès que l'on attend du fonctionnement des cours.

Nous poserons cependant en principe, car il est bien difficile de remonter le courant, qu'une telle réforme ne doit pas entraîner une révolution brutale dans la manière de faire d'aujourd'hui; agir ainsi serait en compromettre le succès; mais nous estimons, au contraire, qu'elle doit se faire peu à peu en respectant dans la mesure du possible les coutumes actuelles, de manière à ce que les intéressés soient amenés insensiblement à constater que cette réforme, sans léser leurs intérêts immédiats, donnera, une fois accomplie, les meilleurs résultats.

Mais, avant d'étudier les moyens propres à y parvenir, il est essentiel de bien se fixer le but que l'on se

propose d'atteindre, et la première question à résoudre, ou plutôt le premier point à déterminer d'une façon précise, c'est de savoir à quel moment le bagage de connaissances acquis par l'apprentie permettra de la considérer comme une ouvrière.

Ce sont ces connaissances qu'il s'agira de lui enseigner.

De l'avis général, « plus une industrie est spécialisée, et plus l'instruction professionnelle théorique et pratique de l'apprentie doit être développée » (1); plus une profession demande du goût, de l'initiative, plus la jeune ouvrière a besoin d'une certaine culture générale.

Selon nous, la Couture, dans laquelle la production est, comme nous l'avons vu, très spécialisée, dans laquelle l'application des principes du métier rencontre pour chaque costume, pour chaque cliente des difficultés variées qui nécessitent des solutions différentes, est une des industries où le besoin se fait le plus vivement sentir d'ouvrières à l'intelligence déliée et cultivée.

Il n'est pas nécessaire qu'elles soient des savantes, mais il faut qu'à l'occasion de l'exécution de leur travail elles aient appris à voir, à juger, à raisonner.

Au point de vue technique, il est nécessaire qu'elles soient en mesure de pouvoir exécuter seules les pièces

(1) Dubief, *Projet de loi sur l'Enseignement technique. Exposé des Motifs*.

les plus courantes du vêtement féminin, pour une cliente déterminée, depuis la prise des mesures, jusqu'à la livraison, après essayage ; qu'elles connaissent au moins la manière de s'y prendre, et qu'elles soient capables d'indiquer ce qu'elles doivent faire, et de reconnaître elles-mêmes les défauts de leur travail, même si elles n'ont pas encore l'habileté de main qui leur permettrait de les corriger.

Avec ces connaissances, la jeune ouvrière peut alors se spécialiser dans la branche pour laquelle elle a le plus d'aptitudes, et, si elle les ignore, la « première » ou la patronne, ne fût-ce que dans leur propre intérêt, l'aiguilleront aisément dans la bonne voie.

Ayant ainsi formulé approximativement ce qu'il est nécessaire d'apprendre à la jeune fille, pour lui donner, pendant le temps de son apprentissage, une formation complète, il reste à déterminer la part respective qui incombera, dans cette éducation, à l'atelier et au cours.

De ce que nous avons déjà dit au sujet de ces cours découle nécessairement non seulement la coordination de l'enseignement de l'atelier et du cours, mais encore la subordination du cours à l'atelier.

Les enseignements doivent se continuer et non se nuire ; la progression du cours doit être subordonnée dans la mesure du possible à la progression des travaux exécutés par les jeunes filles à l'atelier, et il ne doit être enseigné au cours que ce qui ne peut être enseigné d'une façon suffisante à l'atelier.

Enfin, au point de vue de l'époque, de l'horaire et de la durée des cours, il est de toute nécessité que les cours se plient aux exigences de l'atelier.

La prédominance de l'enseignement pratique sur l'enseignement théorique doit demeurer absolue.

Le rôle du cours se bornera donc à la culture générale de la jeune fille, mais nous entendons ce mot dans son sens le plus extensif.

Non seulement on réserverait au cours la révision des quelques notions de français, d'histoire et de calcul qui sont indispensables pour que les enfants aient de temps en temps l'occasion d'exercer leur intelligence et leur raisonnement, mais encore on y donnerait les notions techniques susceptibles de faire l'objet d'un enseignement général.

Ce serait le rôle du cours d'expliquer le comment et le pourquoi des détails appris à l'atelier, et d'en tirer la leçon que les exemples comportent.

La maîtresse viserait un seul but, celui d'amener la jeune fille à la compréhension bien nette de ce qu'elle fait et, par suite, au travail intelligent au lieu du travail routinier.

Tous ces cours, d'ailleurs, s'adressent, il ne faut pas l'oublier, à des jeunes filles de treize à seize ans, qui n'ont reçu que l'instruction primaire, et dont beaucoup, même avec la prolongation de scolarité dont nous avons parlé, n'auront guère profité. Aussi, nous les comprenons bien plutôt sous forme de causerie, et

même de causerie amicale, que sous forme de cours doctrinal.

Nous pensons même que ces cours devraient procéder surtout par demandes et par réponses, de manière à tenir l'esprit des enfants en éveil et à les forcer à réfléchir elles-mêmes et à s'habituer à envisager les petits problèmes du métier.

Ces détails peuvent paraître insignifiants, mais nous croyons au contraire qu'il est bon de les préciser, et que l'hostilité que beaucoup montrent pour l'institution des cours provient de ce que, trompés par le mot imposant dont on les nomme, ils croient qu'on veut créer quelque chose de beaucoup plus extraordinaire et plus compliqué.

C'est dans cet esprit que nous ferions donner dans ces cours des notions sur la composition, les qualités, les emplois de tels ou tels tissus, avec, si l'on veut, une partie historique indiquant l'importance plus ou moins grande de telle ou telle étoffe, de telle ou telle garniture, à travers les variations de la mode des dernières années.

Cet enseignement pourrait d'ailleurs être illustré par les séries des photographies que les grandes maisons font prendre chaque saison de leurs modèles les plus marquants, et cela contribuerait évidemment dans une certaine mesure à éveiller dans l'esprit des enfants le désir et le goût de coopérer à ces travaux.

Mais la part la plus importante serait réservée à l'en-

seignement du dessin dans ses applications à la couture, et à l'enseignement de la coupe et de l'assemblage, base fondamentale de la profession de couturière.

Là, une difficulté se présente : bien entendu, il ne peut être question dans la couture que de la coupe sur mesures personnelles, mais il faut savoir qu'il y a non pas une, mais de multiples méthodes de coupe, les unes tout empiriques, les autres raisonnées, et variant non seulement dans leur principe, mais encore dans leurs détails. Chaque première, ou presque, a sa manière de faire. Il n'est pas téméraire de dire que toutes ne sont pas également bonnes ; avant d'en faire l'objet d'un enseignement, il est donc nécessaire de faire parmi elles un choix et de se mettre d'accord sur la manière la meilleure, tant au point de vue de la facilité de compréhension que de la commodité des applications.

La même constatation était déjà faite en Suisse en 1910 (1), et l'on émettait le vœu suivant :

« Il est désirable d'épurer, de simplifier et d'unifier
« davantage les diverses méthodes de coupe employées
« dans nos divers établissements professionnels, et par-
« ticulièrement dans les mêmes catégories de cours.
« On constate qu'une trop grande diversité dans les
« systèmes employés est cause qu'une bonne partie de
« l'enseignement se perd. »

(1) *Bulletin de l'Union des Maîtresses de l'Enseignement professionnel pour industries et métiers*, 15 octobre 1910. Communiqué de la Présidente.

Si l'on pense également que la jeune apprentie peut se trouver appelée à changer de cours, il est évident qu'elle se trouverait désorientée si elle recevait des notions contradictoires, et perdrait par là même le fruit de son travail antérieur : c'est là un premier écueil à éviter.

Une autre condition à remplir, condition également primordiale, c'est d'avoir un personnel enseignant adapté aux besoins de ces cours. Qu'il s'agisse des cours généraux ou des cours techniques, il est nécessaire d'avoir des maîtresses qui allient à une certaine science pédagogique une compétence technique suffisante, et qui, surtout, soient bien pénétrées que le but à atteindre est plutôt de donner aux jeunes filles une éducation qu'une instruction professionnelle.

Ces principes une fois posés, reste à examiner la question, très importante dans la pratique, de l'horaire et de la durée des cours, et nous abordons là une des plus grandes difficultés de la question.

L'industrie dont nous nous occupons est une de celles, peut-être même celle où l'intensité de la production est la plus variable, nous ne dirons pas d'une saison à l'autre, mais d'un instant à l'autre.

Evidemment, il y a des périodes d'activité et des périodes de chômage, qui, dans leur ensemble, présentent les mêmes particularités et sur lesquelles on compte, pour lesquelles, par conséquent, on peut prendre à l'avance ses dispositions.

Mais il intervient ici un autre facteur que celui de la

suite des saisons, et ce facteur, c'est le caprice de la clientèle. Pour n'importe quel travail, le fournisseur fera comprendre à sa cliente qu'il ne peut lui donner satisfaction avant telle ou telle date, et la cliente attendra, s'il s'agit de l'orfèvre, du tapissier, de l'artiste peintre ou du sculpteur, et même de la lingère ou du fourreur ; mais, s'il s'agit de robes ou de chapeaux, il est admis que l'impossible n'existe pas, et que, quelles que soient les circonstances, l'heure ou le travail, une robe peut toujours être faite en n'importe quel laps de temps. Cette erreur, que d'ailleurs les couturiers n'ont pas peu contribué à accréditer, par leur habitude de faire des tours de force, pèse d'une façon très lourde sur le travail des ateliers.

Il n'est pas facile de se rendre compte, pour quelqu'un qui n'est pas familiarisé avec le fonctionnement des maisons de couture, de l'impossibilité où l'on est de prévoir à l'avance d'une façon précise quelle sera la marche du travail. Ce sont les heures de rendez-vous avec les clientes qui changent au dernier moment, les essayages qui se prolongent outre mesure, ou des livraisons que l'on avance. Tant que la journée dure, il est indispensable d'avoir tout le personnel sous la main, et nous ne nous représentons pas très bien un atelier où une dizaine de jeunes ouvrières diraient à leur première, quand celle-ci vient leur donner du travail pressé sur lequel elle ne comptait pas : « Madame, il est l'heure du cours ! »

Or, ces à-coups se produisent toujours, ou presque toujours l'après-midi ou le soir, et nous y voyons une raison pour qu'il soit impossible de fixer l'horaire des cours à la fin de la journée de travail.

Nous profitons de cette occasion pour exprimer l'idée que, si le cours doit exister, il doit être pris en entier sur la journée légale de travail. Si l'on estime en effet que la journée de travail ne doit pas être allongée à l'atelier, sous aucun prétexte, nous ne voyons aucune espèce de raison pour y déroger en ce qui concerne le cours.

Ce seraient donc à notre avis les heures de la matinée qui conviendraient le mieux pour ces cours en ce qui concerne la couture, par exemple de huit à neuf heures, ou de huit à dix heures, le matin; les ateliers fermant en général à sept heures du soir, le principe de la journée de dix heures serait respecté. Malheureusement, notre solution a l'inconvénient de ne pas permettre l'utilisation des locaux primaires généralement prévus pour servir d'abri aux cours professionnels, et il serait nécessaire de trouver d'autres locaux.

La difficulté n'est pas insoluble, mais, d'ailleurs, le fût-elle, que l'on pourrait pallier à la désorganisation de l'atelier en fractionnant en plusieurs séries les apprenties de chaque maison et en leur fixant des jours de cours différents.

D'un autre côté, le caractère saisonnier de l'industrie de la Couture demanderait que les cours soient sus-

pendus aux moments de grande presse pour ne reprendre que pendant les mortes-saisons.

Nous ferons remarquer que d'ailleurs il n'y a pas uniformité dans les mortes-saisons pour toute la profession, et, notamment, elles ne sont pas les mêmes dans les maisons qui travaillent seulement pour la clientèle particulière et dans celles qui font du modèle pour l'exportation, celles qui, dit-on dans le langage du métier, « travaillent pour le commissionnaire ». Pour les premières, du 15 janvier au 15 mars d'une part, du 15 juillet au 15 septembre d'autre part, sont des mois de calme complet ; pour les dernières, c'est le moment du travail le plus intensif.

Si l'on veut faire des cours de morte-saison, on devrait instituer, en conséquence, deux séries de cours, faits à des époques différentes entre lesquelles les patrons pourraient choisir celle qui s'accorde le mieux avec les besoins de leur maison.

Notons d'ailleurs que, pour éviter dans la mesure du possible la gêne momentanée causée par les cours, les grandes maisons, disposant d'un personnel ouvrier considérable, pourraient être autorisées à organiser elles-mêmes des cours dans un de leurs locaux, et à faire agréer, au besoin, telle ou telle personne de leur maison, justifiant de l'aptitude requise pour l'enseignement technique ; dans ce cas, la maîtresse chargée des cours généraux se rendrait successivement dans chacune des maisons ayant opté dans ce sens.

Il n'y a pas là de complications, au contraire.

En tout cas, que ce soit sous cette forme ou sous une autre que les cours soient organisés, il y a une nécessité inéluctable à laquelle tout le monde devra se plier, enfants, parents et patrons : c'est la nécessité de l'obligation de la fréquentation, et cela va de soi, si l'on prévoit des cours aussi réduits que possible, quel résultat peut-on en attendre s'ils ne sont pas suivis avec assiduité ? Il est difficile cependant de prévoir une sanction contre les parents et les enfants, nous voulons dire une sanction efficace, et jusqu'à ce que l'habitude ait été prise d'envoyer les enfants au cours, des récompenses ou des secours accordés aux enfants les plus assidues feraient plus pour la fréquentation que tout le reste. Cependant, nous estimons qu'une retenue sur le salaire de la jeune fille manquant volontairement au cours serait très justifiée, et il pourrait être admis, par exemple, que pour chaque manquement signalé par la Directrice du cours, le patron retiendrait la valeur d'une journée de travail, et ces sommes pourraient être versées par les patrons dans une caisse spéciale, pour servir, soit à l'alimentation du budget des cours, soit à la distribution de prix aux élèves les plus méritantes.

En ce qui concerne les patrons, la seule obligation à leur charge devrait être de laisser à leurs apprenties le temps nécessaire pour fréquenter le cours.

Nous examinerons la sanction de cette obligation à propos du contrat d'apprentissage.

Toute autre obligation serait injuste et illogique, et, dans l'état de choses actuel, aurait même pour résultat de faire renvoyer les apprenties des ateliers : ce n'est pas le but que l'on se propose d'atteindre.

Telles sont les conditions que devraient remplir les cours en projet pour s'harmoniser avec les exigences du travail de l'atelier, et pour donner des résultats appréciables en rapport avec les sacrifices qu'ils nécessiteront.

Encore ne faut-il pas, avant que l'expérience ne l'ait démontré, croire que l'institution de ces cours suffira à parer à une crise de l'apprentissage dans la couture. Le rôle de l'atelier reste le plus considérable. C'est là seulement que l'ouvrière peut apprendre la pratique du métier, qu'elle peut acquérir la connaissance parfaite de « ce qui se fait » et de « ce qui ne se fait pas », et des tours de main nécessaires.

Si l'atelier a des défauts, il a au moins cet avantage que l'ouvrière y vit la vie même de son métier, qu'elle en suit l'évolution, jour par jour, qu'elle subit l'influence du goût et de l'élégance qui l'entoure, qu'à force de voir et de faire des belles choses, ses qualités naturelles s'affinent.

Mais, si l'ambiance de l'atelier parisien peut à elle seule perfectionner des ouvrières déjà expertes, elle ne suffit pas, nous l'avons vu, à inculquer aux jeunes apprenties la partie fondamentale et les premiers principes de la profession. Le milieu est propice, mais l'ordre

et la méthode manquent également. De même que nous avons demandé préalablement à toute organisation des cours le choix d'une méthode, et la confection d'un programme, de même, en ce qui concerne l'atelier, voulons-nous d'abord qu'on détermine d'une manière générale les différents travaux que la jeune ouvrière doit obligatoirement apprendre, et la progression qu'il est désirable de suivre dans ces travaux.

Nous disons désirable, car il est impossible d'imposer une règle uniforme et précise aux travaux de l'atelier.

C'est évidemment aux professionnels qu'incomberait la tâche d'établir le détail de ces travaux et de cette progression, en tenant compte des difficultés que l'apprentie peut rencontrer dans leur exécution.

A ce sujet, l'ordre adopté par les écoles professionnelles de filles pourrait être consulté avec fruit.

En outre, pour les cas assez nombreux où les ateliers sont spécialisés, c'est-à-dire n'ont à exécuter que des corsages ou des jupes, ou des manteaux, et où, par conséquent, les apprenties courent le plus grand risque de n'apprendre qu'une partie de leur métier, il faudrait prévoir l'obligation pour les patrons de faire permuer entre elles les apprenties de ces différents ateliers, à des époques assez rapprochées les unes des autres, tous les trois mois, par exemple.

L'observation de ce programme, une fois établi, devrait être obligatoire pour les patrons, mais nous ne nous dissimulons pas combien il serait difficile, à moins

de tomber dans une réglementation tyrannique, d'assurer cette observation, si l'on se heurtait à leur mauvais vouloir, combien il serait vain d'espérer dans ce cas des résultats complets.

Mais, cette modification des usages actuels n'étant pas de nature à entraîner de charges nouvelles, il y a lieu d'espérer que les patrons l'accepteraient de bonne grâce. Leur rôle d'ailleurs, dans les grandes maisons tout au moins, consisterait beaucoup plus à laisser faire qu'à agir eux-mêmes. Il suffirait que, dans chaque atelier, ils confient le soin de l'observation du programme à quelque ancienne ouvrière, capable et de bonne volonté, et le changement passerait inaperçu. Il y a tant de moments mal employés dans la journée d'une apprentie !

Une surveillance, d'ailleurs, devrait être créée, des conditions dans lesquelles les apprenties travaillent, surveillance que l'on pourrait confier aux inspectrices du travail, ou mieux, à des inspecteurs ou inspectrices spéciaux de bonne volonté, choisis de préférence parmi les anciens membres de la profession.

Nous disons anciens, pour éviter toutes les difficultés que pourrait soulever l'entrée dans un atelier d'un concurrent actuel ou d'une de ses premières.

La question n'est pas négligeable, si l'on se rend compte du soin jaloux avec lequel on se garde, dans les maisons qui font du modèle, de toute intrusion étrangère.

C'est par une surveillance de ce genre que l'on ob-

tiendrait les meilleurs résultats, mais nous ne sommes pas opposés en principe à ce que des examens ou des concours annuels soient subis par les apprenties, de façon à se rendre compte de leurs progrès, et nous verrons plus loin quelles pourraient être les sanctions de ces examens, de façon à leur donner une valeur.

Telles sont les réformes que nous voudrions voir apporter à l'apprentissage dans la Couture.

Nous n'avons pas parlé, intentionnellement, jusqu'à présent, du droit pour les patrons d'employer les apprenties pour faire des courses. Ce n'est pas que nous ne considérions l'abus de ce droit comme éminemment répréhensible, mais la question est intimement liée à celle des salaires de plus en plus élevés réclamés par les apprenties, et l'une ne peut se résoudre sans l'autre.

Si, d'un côté, il est possible que les patrons consentent à ne plus détourner l'apprentie de son travail pour faire des courses, sous réserve que, dans ce cas, ils lui donneront un salaire beaucoup moindre, d'un autre côté, il est très probable que cette réforme serait vue de très mauvais œil par les parents.

La renonciation par le patron à ce genre de services de l'apprentie, et la suppression du salaire qui en serait la légitime conséquence, aurait pour résultat, dans l'état de choses actuel, de mettre l'apprentissage en complète défaveur du côté ouvrier, et, si le succès de la réforme est lié au bon vouloir patronal, il n'est pas moins lié au bon vouloir des parents.

Ce serait donc, à notre sens, une erreur que de vouloir revenir brusquement en arrière, au bon temps où les apprenties payaient pour apprendre, et, pour faire œuvre viable, il faudra se borner à réglementer la question des courses et à déterminer le temps dont le patron pourra disposer à son gré, et le temps qui sera obligatoirement employé à l'apprentissage proprement dit. Mais, là encore, répétons-le, toute réglementation trop minutieuse donnera de mauvais résultats.

N'oublions pas, d'ailleurs, que, si l'on fixe d'une façon précise les nouvelles obligations du patronat, il est absolument indispensable de fixer également les obligations des parents et des apprenties. On a, très justement, signalé comme une des causes de la crise de l'apprentissage, la disparition des contrats d'apprentissage, et l'on a dit, avec raison, que la cause de la désuétude de ces contrats tenait à la méfiance des patrons qui ne voulaient pas assumer des devoirs vis-à-vis des apprenties sans avoir de droits comme contre-partie.

Si l'on veut que les patrons reprennent confiance, il est nécessaire de les assurer que les sacrifices qu'ils consentiront en faveur des fillettes qu'on leur confie ne seront pas entièrement perdus. La restauration du contrat d'apprentissage s'impose donc, à notre avis; elle a, d'ailleurs, été demandée d'une façon formelle par le Congrès de 1911.

Il s'agit de déterminer les conditions dans lesquelles elle doit se faire pour donner les résultats qu'on en attend. Dans cette matière, nous nous trouvons en présence de la proposition de loi déposée, en 1907, par M. Michel, pour remédier à l'insuffisance de la loi de 1851 sur l'Apprentissage.

De même que pour les projets de lois déjà cités sur les cours professionnels, il n'entre pas dans le cadre

de ce travail de refaire l'étude de la proposition de loi Michel. Cette étude, d'ailleurs, a déjà été faite par M. Charles Berteaux (1), et nous nous associons à ses critiques et à ses conclusions.

Le seul point qui nous intéresse et sur lequel nous voulons insister, c'est la manière dont le contrat doit être rédigé et les particularités que nous estimerions nécessaire d'y faire figurer, en ce qui concerne la Couture.

Nous ne dirons pas, avec M. Michel : « Liberté ou non de faire des contrats ; mais, s'il y a contrat, il doit être écrit » ; mais, suivant M. Ch. Berteaux, nous poserons en principe qu'il y a lieu ou non à contrat, suivant que l'apprentissage est ou non indispensable, dans telle ou telle profession, et, dans l'application à la profession qui nous occupe, il est évident qu'il faut un apprentissage.

Toute jeune fille employée dans un atelier de couture commencera donc par être une apprentie (au sens réel du mot), et elle le sera obligatoirement, en vertu d'un contrat.

Que sera ce contrat ?

Nous écarterons tout d'abord le contrat verbal, pour nous en tenir au contrat écrit, le seul qui soit une base sérieuse et pratique, à laquelle on puisse se référer facilement, en cas de contestation par exemple.

On objecte au contrat écrit qu'il est compliqué et peu

(1) Ch. Berteaux, *op. cit.*

à la portée des jeunes filles ou de leurs parents, et même de certaines patronnes.

Mais cette difficulté ne nous arrête pas, car nous estimons que les termes de ce contrat ne doivent pas être laissés à la libre volonté des parties contractantes, mais, au contraire, qu'il est nécessaire d'avoir pour chaque profession une convention-type, obligatoire pour tous.

« Ce sont, dit M. Charles Berteaux, toujours en attendant le mieux que seront les Syndicats, les Conseils du Travail qui rédigeront ce contrat. »

Mais, si cette restriction a sa raison d'être dans certaines professions et en particulier dans celles où il y a antagonisme violent entre les Chambres syndicales patronales et ouvrières, dans l'espèce, nous ne voyons aucune raison pour ne pas confier dès à présent ce soin à la Chambre syndicale de la Couture.

L'obligation d'accepter cette convention-type présente un avantage considérable : celui de régulariser, d'uniformiser pour toute une ville, toute une région, les conditions de l'apprentissage à l'atelier, et en supprimant la possibilité d'y apporter des modifications par des conventions additionnelles, celui de supprimer la possibilité de les tourner et de les rendre pratiquement inopérantes.

Cette réglementation uniforme serait une garantie pour les apprenties, en même temps qu'un frein pour les mauvais patrons.

Nous admettons, d'ailleurs, cela va de soi, que le fait de faire établir ces contrats par la Chambre syndicale ne fait aucunement échec au droit du législateur de fixer par une loi générale les dispositions d'ordre public concernant, par exemple, la capacité et les incapacités relatives au droit de prendre des apprenties, de fixer également les conditions générales de la surveillance et du contrôle de l'apprentissage, de soumettre préalablement à toute application les conventions-type elles-mêmes à l'approbation de toute autorité compétente, comme nous le verrons plus loin et d'instituer les juridictions qui auraient à connaître des différends relatifs à l'apprentissage.

Ainsi que le préconise M. Charles Berteaux, ce contrat pourrait avantageusement être transcrit sur le livret d'apprentissage; un exemplaire en serait déposé au Conseil des Prud'hommes. Avis de l'entrée en apprentissage serait donné à l'Inspectrice du Travail.

Nous ne pouvons que nous associer à ces vœux; mais nous voudrions voir étendre à ce sujet le rôle de la Chambre syndicale et en faire le véritable régulateur de l'apprentissage.

A notre sens, la Chambre syndicale devrait intervenir à chaque contrat, pour constater la sincérité des engagements pris par les apprenties et leurs parents, et enregistrer l'accord des parties; pour y faire reconnaître son droit de contrôle et de surveillance sur l'exécution des conventions (par l'intermédiaire de ses délégués),

pour y faire admettre son droit d'imposer elle-même certaines sanctions.

Il serait nécessaire qu'une loi à intervenir donne le droit à la Chambre syndicale d'ester en justice, pour tout ce qui ressort de l'exécution de ces contrats, soit pour intervenir dans un différend entre patron et apprentie, soit pour actionner directement celle des deux parties dont le manquement à ses obligations causerait un préjudice à l'autre partie ou à la profession elle-même.

Ainsi armée, et voyant que son influence sur la restauration de l'apprentissage pourrait se manifester d'une façon plus efficace que par des vœux platoniques, il nous paraît certain que la Chambre syndicale s'intéresserait davantage à la question.

Le contrat d'apprentissage peut se diviser théoriquement en deux parties : l'une, concernant les obligations des patrons ; l'autre, concernant les obligations des apprenties et de leurs parents.

Dans la première figurerait l'obligation d'enseigner ou de faire enseigner le métier dans des conditions déterminées par la Chambre syndicale, l'obligation de faire suivre des cours techniques à l'intérieur de l'établissement ou de laisser suivre ceux institués au dehors, l'obligation d'observer toute réglementation émanant de la Chambre syndicale concernant les usages de la profession, et, facultativement, l'obligation de payer un salaire déterminé dont l'importance devrait être

graduée suivant les diverses périodes de l'apprentissage.

Dans la seconde figurerait l'obligation d'exécuter le contrat dans toute sa durée, l'obligation de respecter la discipline de l'atelier et les usages de la profession, l'obligation de suivre les cours techniques, l'obligation de se présenter aux examens créés par la Chambre syndicale.

Le manquement des patrons à leurs engagements aurait pour sanction, pour des cas isolés, l'annulation des contrats, et pour des cas fréquents, le retrait du droit d'avoir des apprenties.

Le manquement des apprenties pourrait être sanctionné de la manière suivante :

Pour assurer l'observation de l'obligation de rester dans la même maison pendant toute la durée du contrat la Chambre syndicale pourrait interdire de façon absolue l'entrée de l'apprentie dans une autre maison, tant qu'elle n'aurait pas satisfait à ses engagements vis-à-vis de son premier patron. Cette interdiction serait rendue possible par l'obligation que nous avons préconisée de l'intervention de la Chambre syndicale à tout contrat d'apprentissage.

En ce qui concerne la conduite à l'atelier, l'annulation du contrat pourrait être demandée par le patron, sous réserve du droit pour la Chambre syndicale d'intervenir au débat et de faire prononcer une sanction telle que, par exemple, l'interdiction pour une apprentie d'entrer

dans une autre maison pendant un certain délai.

Nous avons demandé plus haut qu'en cas d'absence, non justifiée, du cours, le patron soit autorisé à retenir au profit du budget des cours, une journée du salaire de l'apprentie.

Nous ne pensons pas que ce soit là une punition exagérée.

Enfin, pour assurer l'assiduité au travail, nous préconiserions des examens annuels ensuite desquels les apprenties les plus méritantes et les plus avancées recevraient des prix en nature ou en espèces.

Quant à celles dont la capacité professionnelle serait reconnue nettement insuffisante, nous croyons que la meilleure sanction consisterait à retarder les augmentations successives de salaire prévues par le contrat d'apprentissage.

Prenons, par exemple, un contrat dans lequel le salaire aurait été fixé à 1 franc par jour de travail pour la première année, à 1 fr. 50 par journée de travail pour la seconde année, et à 2 francs pour la troisième. Ne serait-ce pas le meilleur stimulant à l'activité de l'enfant et à l'attention des parents que de ne permettre le passage d'une catégorie de salaire à l'autre que lorsque la fillette aurait prouvé par l'examen qu'elle a déjà su profiter de sa présence à l'atelier.

Pour être nouvelle, nous ne pensons pas qu'une telle disposition ait rien de subversif; elle nous paraît en tout cas logique, car on sait, par expérience, ce que

deviennent les obligations qui ne comportent pas de sanction.

Enfin, l'apprentissage devrait se terminer par un examen qui conférerait à celles qui le subiraient avec succès un certificat qui en ferait mention.

Il ne dépendrait que des patrons que ce nouveau diplôme ait une valeur réelle, par la faveur qu'ils accorderaient volontairement aux ouvrières qui en seraient pourvues.

Pour en terminer avec cette question du contrat d'apprentissage, et puisque nous avons été amenés à envisager le cas où des différends surgiraient à son occasion, disons simplement que les Conseils de Prud'hommes, et, à leur défaut, les juges de paix, nous paraissent très qualifiés pour en connaître et qu'aucune disposition nouvelle ne nous paraît nécessaire.

Nous avons ainsi abordé les aspects divers de la question. Il nous reste à présent à étudier comment et par qui les vœux que nous avons formés pourraient être pratiquement réalisés.

Est-il nécessaire de faire remarquer combien l'application des principes que nous avons posés demandera de souplesse, et combien il sera nécessaire qu'elle soit remise entre les mains des personnes les plus compétentes dans la profession même qui nous occupe.

C'est réduire dans la plus grande mesure possible toute intervention législative et refuser par principe toute ingérence administrative dans cette matière trop complexe.

Les sentiments des industriels ne sont pas douteux à cet égard.

L'Association générale du Commerce et de l'Industrie des Tissus et Matières textiles, groupement patronal auquel appartient la Chambre syndicale de la Couture adoptait à ce sujet les conclusions du rapporteur chargé d'examiner la question de l'apprentissage, qui s'exprimait en ces termes :

« Il convient d'ajouter, Messieurs, que nous sommes
« peu enclins à voir toujours l'État s'interposer et se
« substituer à nous, et vouloir diriger à son gré nos
« propres affaires, en édictant des lois dont l'applica-
« tion, souvent difficile, fait ensuite percevoir les
« défauts. L'expérience nous enseigne combien il est
« alors pénible sinon impossible de les faire abroger ou,
« tout au moins, modifier dans un sens logique et équi-
« table. »

Dans le même état d'esprit, le Congrès de l'Apprentissage de 1909 s'est prononcé avec unanimité contre l'intervention de l'État dans l'organisation de l'apprentissage, et pour l'apprentissage à l'atelier patronal.

C'est maintenant M. Georges Picot, qui n'était pas un industriel, et n'est pas suspect à ce point de vue, qui définit d'une façon magistrale l'inaptitude de la loi à restaurer une institution qui n'est plus dans les mœurs.

« Pour remédier au mal, dit-il, il faut tout un con-
« cours d'efforts. Jamais il n'y a eu d'œuvre plus com-
« plexe. Il s'agit de grouper des volontés énergiques,

« des accords concertés ; il faut autant d'ordre que de
« mesure, du tact et de la discipline. C'est l'État qui se
« présente avec ses promesses, s'engageant à faire des
« merveilles, la loi à la main. Il serait vraiment trop
« facile, au milieu de la crise que nous traversons, de
« montrer l'incapacité absolue des fonctionnaires, essa-
« yant de modifier les mœurs à coups de sanctions
« pénales. En présence des intérêts avec leur infinie
« diversité, qui croira que le dernier mot puisse appar-
« tenir aux inspecteurs et aux amendes ? Ne suffit-il
« pas de regarder autour de nous ? A l'heure où les
« services les plus anciens dépendant de la puissance
« publique sont en désarroi, lui en confier de nouveaux,
« très difficiles à organiser, ne serait-ce pas, en vérité,
« un acte de démente ?

« Les auteurs du projet de loi qui doit, à les entendre,
« renouveler l'apprentissage en France, ont résumé en
« un petit nombre d'articles leurs conceptions. Ils ne
« se sont pas demandé si, en matière d'enseignement
« primaire, l'obligation avait tenu tout ce qu'elle pro-
« mettait. s'il n'était pas avéré qu'un nombre incroyable
« d'enfants, par suite d'influences électorales, par la
« faiblesse des pouvoirs locaux, leur échappaient. Ils
« ont recouru à ce mot magique d'obligation, et ils ont
« déclaré que tout adolescent employé à un titre quel-
« conque, apprentissage ou louage de services, dans
« l'industrie ou le commerce, âgé de plus de treize ans
« et de moins de dix-huit ans, sans distinction de sexe,

« serait astreint à suivre des cours professionnels de
« deux heures par jour ou huit heures par semaine. »

D'ailleurs, même si la loi devait être appliquée, et ne pas rester lettre morte, elle a encore le défaut de ne pas être assez souple.

Les conditions mêmes de l'apprentissage varient essentiellement avec la nature du travail, les spécialités de l'industrie et les habitudes locales, la rigidité de la loi, incapable de s'accommoder à des besoins complexes, ne manquerait pas d'aggraver les maux qu'elle aurait pour objet de guérir. Dans le modeste cadre de l'industrie qui nous occupe, il est évident que non seulement on ne peut appliquer à la Couture les mêmes règlements qu'aux métiers masculins, mais encore qu'il faut tenir compte que, dans une même ville, à Paris, par exemple, une réglementation donnée sera gênante pour une catégorie de maisons et indifférente à une autre.

La solution des détails d'application n'appartient donc pas au législateur ; les organisations professionnelles sont même beaucoup mieux qualifiées pour s'occuper de ces questions, car leurs membres connaissent les affaires ; ils sont au courant des besoins et des demandes des industries diverses.

C'est à ces organisations que la loi devrait confier le soin de trouver et d'appliquer un remède efficace à la crise de l'apprentissage.

C'est à ces groupements que se sont adressés les pays étrangers.

« Les États les plus autocrates eux-mêmes », dit « M. de Ribes Christophle, « trouvent logique de remettre les destinées de l'enseignement professionnel aux mains des Chambres de Commerce et des corporations tant à cause de leur compétence que pour des raisons d'économie. »

Mais le fait d'exclure l'État de la direction de l'apprentissage n'implique pas que l'on n'accepte pas son concours et son contrôle.

De nombreux projets de commissions mixtes ont été formés, qui prétendent concilier tous les intérêts, depuis les comités départementaux de l'enseignement technique et les commissions locales professionnelles du projet Dubief, jusqu'aux comités départementaux et cantonaux du décret Couyba (1), mais elles ont le tort de ne pas laisser une place suffisante à l'élément professionnel.

Prenons, par exemple, les comités départementaux institués par le décret Couyba. Ils comprennent, pour la Seine, 9 membres de droit et 4 membres élus, dont aucun n'est un industriel ou un commerçant, et 15 membres nommés par le Préfet, dont 10 seulement appartiendront à une profession quelconque (cinq ouvriers ou employés et cinq patrons).

Ce sont ces dix membres qui représenteraient l'élé-

(1) Décret du 24 octobre 1911 (*Journal officiel* du 28 octobre 1911).

ment industriel pour toutes les professions exercées dans le département de la Seine !

Cependant ce décret dit s'inspirer des vœux émis par le Congrès national de l'Apprentissage tenu à Roubaix le 4 octobre 1911.

Or, en réalité, le texte du vœu (1) émis par le Congrès est bien reproduit en toutes lettres dans le rapport par lequel M. Couyba, ministre du Commerce, soumettait le décret à la signature de M. le Président de la République, mais il n'y est pas tenu compte du vœu plus général exprimé par le même Congrès (2), où l'on demande

(1) Qu'en attendant l'organisation de l'apprentissage par la voie législative sur la base des vœux précédents, les cours de perfectionnement destinés à compléter les cours professionnels actuellement existants soient encouragés et adaptés aussi utilement que possible aux besoins de l'apprentissage des diverses professions.

Qu'à cet effet, il soit immédiatement institué des comités locaux, départementaux et régionaux, composés de représentants des autorités locales, des chambres de commerce et des groupements corporatifs, lesquels seront chargés de concourir à l'orientation professionnelle des cours subventionnés par l'Etat et à contribuer au développement de l'Enseignement technique en s'inspirant des besoins régionaux.

(2) Que l'élaboration des programmes, la direction et la surveillance des cours professionnels soient confiés à des comités locaux d'apprentissage dont feront partie des délégués de chambres de commerce et des chambres syndicales, patronales et ouvrières, des représentants d'associations d'anciens élèves des écoles techniques, des représentants élus des patrons et des ouvriers, concurremment avec des représentants de l'Etat et des communes, dans des proportions telles que l'élément professionnel y occupe une place prépondérante.

d'une façon formelle que dans ces comités l'élément professionnel occupe une place prépondérante.

La proportion du décret Couyba devrait donc être au moins renversée.

Mais, pour nous, nous préférierions voir, au lieu d'un organisme créé de toutes pièces, un organisme existant, chargé du soin de l'élaboration des programmes, de la rédaction des contrats d'apprentissage, de l'organisation du contrôle, et cet organisme, le même dans chaque profession, serait la Chambre Syndicale patronale; et les décisions qu'elle prendrait devraient être soumises à l'examen d'une commission, la même pour toutes les industries de la région, qui pourrait être composée comme les Comités départementaux institués par M. Couyba.

Cette manière de faire aurait l'avantage d'assurer à la base une étude des questions relatives à l'apprentissage par des personnes au courant des besoins, des détails et des particularités de la profession, tout en respectant par le fonctionnement du Comité départemental, le droit de contrôle de l'État et en permettant l'harmonisation des décisions prises par les diverses Chambres Syndicales.

Ces décisions seraient, après avis conforme dudit Comité, rendues obligatoires pour toute la profession, par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

En cas de désaccord persistant entre la Chambre syndicale et le Comité départemental, le Ministre du

Commerce trancherait la difficulté sur rapport contradictoire fait par les deux organes en cause.

Dans cette hypothèse, l'intervention du législateur se bornerait à faire une loi obligeant les Chambres syndicales de chaque profession, et à défaut des Chambres syndicales (soit qu'il n'en existe pas, soit qu'elles ne répondent pas au vœu de la loi), les Chambres de Commerce, à présenter dans un certain délai un plan de réorganisation de l'apprentissage dans leur profession, lequel plan, soumis d'abord à l'approbation des comités régionaux, mi-administratifs, mi-professionnels, qui seraient définitivement institués, serait rendu obligatoire pour chaque profession, par simple arrêté ministériel.

Cette solution aurait l'avantage d'être aussi souple qu'il est désirable et permettrait non seulement d'adapter à chaque profession les règles qui lui conviennent le mieux, mais encore, dans le cas où l'expérience viendrait à démontrer l'inutilité ou le danger de certaines mesures, à en suggérer d'autres, d'opérer les changements par la même voie simple et rapide sans remettre en mouvement l'action parlementaire.

CONCLUSION

Malgré le soin que nous avons apporté à cette étude et dans l'absence totale de documents précis où nous nous sommes trouvé, nous ne nous dissimulons pas que cette question complexe et ardue de l'apprentissage reste encore pour l'industrie de la Couture dans un état assez confus.

Néanmoins, à part quelques rares partisans du *statu quo*, on est généralement d'avis qu'il faut faire quelque chose, tout le monde n'étant pas d'ailleurs plus d'accord sur les causes du mal que sur les remèdes à y apporter. Il en sera ainsi tant qu'il n'y aura pas crise à proprement parler, et, ce jour-là, on regrettera sans doute de n'avoir pas été plus prévoyants, de n'avoir pas mis à profit les enseignements donnés par les difficultés où se trouvent les autres professions, et l'on pensera une fois de plus, mais trop tard, que mieux vaut prévenir que guérir.

La question reste à l'ordre du jour sans qu'on la discute d'une façon définitive. Il semble que chacun soit décidé à vivre avec son mal actuel et à le garder, par crainte d'un pire.

Cependant, si imparfaites que soient les idées que nous avons été amené à formuler au cours de cet exposé, il nous semble que leur réalisation n'entraînerait pas de charges nouvelles bien graves, et qu'elle n'apporterait pas un trouble profond dans le fonctionnement actuel de la production.

Conformément à ce que nous avons dit au cours de ce travail, nous concluons donc qu'en raison de l'état actuel de l'apprentissage, et en tenant compte de toutes les difficultés que soulève la question, il serait désirable :

1° De développer le travail manuel à l'école primaire ;

2° De prolonger la durée de la scolarité pour compléter l'instruction primaire de la fillette et contribuer à sa formation ménagère ;

3° De réglementer le travail de l'apprentie dans les ateliers de couture, et, dans ce but :

4° De rétablir le contrat d'apprentissage dans des conditions appropriées à la situation actuelle de l'industrie ;

5° De compléter l'instruction professionnelle de l'apprentie par des cours techniques ;

6° De donner à la Chambre syndicale de la Couture un rôle prépondérant, pour assurer sous le contrôle de l'État la restauration de l'apprentissage et pour élaborer dans ce but tous les contrats et règlements utiles, et pour s'assurer, dans l'intérêt commun de la profession, de l'exacte observation de ses prescriptions.

La Chambre syndicale de la Couture voudra-t-elle assumer cette tâche ?

Nous nous permettrons d'observer que, étant donné le mouvement actuel de l'opinion en faveur de la restauration de l'apprentissage en général, étant données également les réformes en projet, l'intérêt de la Chambre syndicale et du monde de la Couture est de se donner les règlements qu'elle jugera bons, plutôt que de se les voir imposer, et nous terminerons en souhaitant qu'elle prenne l'initiative du mouvement en avant, et prépare ainsi, tout en travaillant dans l'intérêt immédiat des couturiers, une nouvelle génération d'ouvrières expertes, capables de maintenir et même de rehausser le prestige de la Couture parisienne.

ANNEXE I

ASSOCIATION FRANÇAISE
POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

CONGRÈS NATIONAL DE L'APPRENTISSAGE DE ROUBAIX 1911

SECTION N° 4. — VÊTEMENT

VŒUX ADOPTÉS

I. — Sous-Section du Travail féminin

La Section du Vêtement a adopté les vœux suivants :

1° Que, dans toutes les industries occupant un personnel féminin, l'apprentissage soit au plus tôt réorganisé sur de nouvelles bases ;

2° Que la loi de 1851 relative à l'organisation de l'ap-

preutissage soit révisée et mise en harmonie avec les conditions actuelles du travail ;

3° Que la loi de 1900 relative à la réglementation du travail soit révisée dans un sens plus large, favorisant l'apprentissage au lieu de l'entraver ;

4° Que la loi de 1882 soit révisée et fixe désormais à treize ans la limite minimum de fréquentation obligatoire de l'école primaire ;

5° Que l'année supplémentaire ainsi gagnée soit employée à parfaire l'instruction primaire et à inculquer aux jeunes filles des idées d'ordre, de discipline et de morale les préparant à la vie de famille, à la vie sociale, par l'étude des questions de mutualité, d'hygiène et la pratique de l'enseignement ménager ;

6° Que, durant cette année, les travaux d'aiguille soient enseignés aux jeunes filles d'une façon générale, mais sans spécialisation ;

7° Qu'un contrat d'apprentissage soit obligatoirement passé entre le patron et les parents ou tuteurs, et que ce contrat stipule toutes les conditions dans lesquelles doit s'accomplir l'apprentissage ;

8° Que les Conseils de Prud'hommes ou, à défaut, le Juge de Paix soient désignés pour examiner les conflits nés de la non-exécution des contrats d'apprentissage et pour appliquer les pénalités prévues ;

9° Que les apprenties soient tenues, durant le cours de leur apprentissage, de suivre les cours complémentaires, qui devront être gratuits ;

10° Que des sanctions soient édictées, appliquées en cas de manquement sans raison valable aux cours complémentaires ;

11° Que, l'atelier étant la véritable école d'apprentissage, le travail de l'apprentie y soit réglementé de façon que, dans un temps déterminé, celle-ci puisse parcourir toutes les phases du métier qu'elle a choisi ;

12° Que l'instruction professionnelle théorique soit donnée aux jeunes apprenties par des contremaitres, contremaitresses et patrons agréés par la Commission départementale de l'apprentissage, après justification d'aptitudes pédagogiques spéciales à cet enseignement ;

14° Que les locaux des écoles primaires soient mis par les municipalités à la disposition des cours complémentaires ;

15° Que la charge de la réorganisation de l'apprentissage intégral et de l'organisation des cours complémentaires soit laissée aux Chambres de Commerce, aux groupements syndicaux patronaux et ouvriers sous la direction et le contrôle du Ministère du Commerce et de l'Industrie ;

16° Que l'État, les villes et les communes subventionnent les cours professionnels fondés et entretenus par les Chambres syndicales et aident à en créer de nouveaux.

II. — Sous-Section du Travail masculin

La Section des maîtres-tailleurs a adopté les vœux suivants :

1° Que des locaux soient mis à la disposition des Syndicats intéressés pour y établir des écoles d'apprentissage;

2° Que des subventions permettant le fonctionnement des cours complémentaires dans les ateliers-écoles soient accordées par l'État ou les communes;

3° Que l'organisation et le fonctionnement de ces écoles soient sous la direction des syndicats intéressés;

4° Que le livret d'apprentissage soit rétabli et suive l'apprenti jusqu'à sa majorité;

5° Qu'une loi concernant les contrats d'apprentissage intervienne pour sauvegarder les intérêts réciproques des patrons et des ouvriers.

ANNEXE II

ASSOCIATION FRANÇAISE
POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE,
COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

CONGRÈS NATIONAL DE L'APPRENTISSAGE
DE ROUBAIX DE 1911

VŒUX

ADOPTÉS A LA SÉANCE PLÉNIÈRE DU JEUDI 5 OCTOBRE 1911

1° Que la limite de scolarité soit fixée à treize ans au minimum, sans que l'obtention du certificat d'études primaires puisse abaisser cette limite d'âge ;

2° Que les pouvoirs publics fassent disparaître de nos

lois, et en particulier de la loi de 1900, les dispositions pouvant nuire à l'apprentissage ;

3° Que les jeunes gens de moins de dix-huit ans employés dans l'industrie et le commerce soient obligés de fréquenter, sauf justification de connaissances professionnelles suffisantes, les cours d'apprentissage qui seront institués autant que possible pendant la journée légale de travail et de manière à ne pas troubler outre mesure le travail de l'atelier ou de l'usine :

Que les chefs d'entreprise soient tenus de leur permettre cette fréquentation ;

4° Que l'élaboration des programmes, la direction et la surveillance des cours professionnels soient confiés à des comités locaux d'apprentissage dont feront partie des délégués de Chambres de commerce et des Chambres syndicales patronales et ouvrières, des représentants d'associations d'anciens élèves des écoles techniques, des représentants élus des patrons et des ouvriers, concurremment avec des représentants de l'État et des communes, dans des proportions telles que l'élément professionnel y occupe une place prépondérante ;

5° Que soient reconnues les institutions dues à l'initiative privée qui justifieront remplir toutes les conditions requises pour satisfaire aux exigences de l'apprentissage avec possibilité de les encourager par des subventions ;

Que soient mis à la charge de l'État et des communes les frais de création, d'aménagement et d'entre-

tien des locaux servant aux cours professionnels, les dépenses de fonctionnement étant réparties par moitié entre les chefs d'entreprise d'une part, et l'État et les communes d'autre part :

6° Que les écoles professionnelles et les écoles pratiques du commerce et de l'industrie soient utilisées comme centres d'organisation de ces cours auxquels elles pourraient fournir du personnel enseignant, des locaux, des ateliers et du matériel ;

7° Que soient fixées les obligations réciproques imposées aux chefs d'entreprise et aux apprentis, de manière à donner à chacune des parties la garantie que l'apprentissage ne lui sera pas dommageable ;

8° Qu'un contrat les lie les uns aux autres pendant sa durée ;

9° Qu'il soit remis des certificats de fin d'apprentissage qui auront pour but unique de libérer les parties de leurs obligations ;

10° Que des examens d'apprentis soient organisés pour délivrer des diplômes pouvant constater la capacité professionnelle des enfants ;

11° Qu'en attendant l'organisation de l'apprentissage par la voie législative sur la base des vœux précédents, les cours de perfectionnement destinés à compléter les cours professionnels actuellement existants soient encouragés et adaptés aussi utilement que possible aux besoins de l'apprentissage des diverses professions ;

Qu'à cet effet, il soit immédiatement institué des

comités locaux, départementaux ou régionaux, composés de représentants des autorités locales, des chambres de commerce et des groupements corporatifs, lesquels seront chargés de concourir à l'orientation professionnelle des cours subventionnés par l'État, et à contribuer au développement de l'enseignement technique en s'inspirant des besoins régionaux.

VU : *Le Président de la Thèse,*
CAPITANT.

Paris, 5 Janvier 1912.

VU : *Le Doyen,*
P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

